

# OMD

N° 56  
JUIN 2008

ACTUALITÉS



## Élection 2008 Portrait des candidats

### › INTERVIEW

UPU – OMD, objectifs communs

### › FORUM MONDIAL

L'OMD au 21<sup>ème</sup> siècle

### › POINT DE VUE

Dialogue douane / secteur privé



**smiths detection**

bringing technology to life

# camions et conteneurs peuvent véhiculer des armes

Les camions et conteneurs peuvent transporter des armes, de la drogue, des clandestins et des explosifs. Aujourd'hui moins de 1% d'entre eux sont inspectés lors de leur passage aux frontières.

Les systèmes d'inspection par rayon X Heimann CargoVision de Smiths Detection sont conçus pour permettre aux Services Douaniers et aux différentes organisations sécuritaires de lutter efficacement contre le terrorisme et la contrebande.

Avec plus de 50 ans d'expérience et plus de 190 systèmes Heimann CargoVision utilisés dans le monde, Smiths Detection offre la réponse idéale à ces menaces.

Nos systèmes fixes, relocalisables et mobiles sont hautement efficaces, performants et parfaitement adaptables à votre environnement. Ils vous garantiront des inspections rapides et efficaces tout en assurant la fluidité du trafic.

Grâce à son unique association de technologies en matière de détection, Smiths Detection vous fournit des produits et services qu'aucune autre société n'est en mesure de proposer.

Nous adaptons nos systèmes à vos besoins spécifiques et présentons la meilleure solution adaptée à vos exigences.

**36 rue Charles Heller  
94405 Vitry sur Seine Cedex, France  
Tel : 0033 1 55 53 55 55  
Fax : 0033 1 55 53 55 35**

[www.smithsdetection.com](http://www.smithsdetection.com)

# SOMMAIRE

<b>Calendrier</b>	2
<b>Editorial</b>	3
<b>Flash Infos</b>	4
<b>Dossier spécial</b>	7
<b>La vie des Membres</b>	18
<b>Zoom</b>	24
• Administration des douanes et accises d'Equateur	
<b>Entretien</b>	25
• Entretien avec Edouard Dayan, Directeur général du Bureau International de l'Union postale universelle (UPU)	
• Entretien avec Hassan Baage, Direction Exécutive du Comité contre le terrorisme des Nations Unies (DECCT)	
<b>Point de vue</b>	32
• Dialogue entre la douane et le secteur privé en Afrique de l'Est, par Creck Buyonge	
• Le programme Columbus de l'OMD, de l'analyse à la mise en oeuvre	
<b>Évènements</b>	40
• Visite du Secrétaire général de l'OMD au Zollkriminalamt (ZKA) à Cologne (Allemagne)	
• 4 <sup>ème</sup> Congrès mondial sur la lutte contre la contrefaçon et la piraterie, Dubaï (EAU)	
• Conférence Exposition OMD 2008 sur les TIC, Séoul (République de Corée)	
• Forum mondial des douanes 2008, « L'OMD au 21 <sup>ème</sup> siècle », Bruxelles (Belgique)	
• EastWest Institute, Bruxelles (Belgique)	
• Task Force origine, Bruxelles (Belgique)	



**Directeur de publication**  
Michel Danet

**Rédacteur en chef**  
Danielle Maiano

**Rédacteurs**  
Grant Busby  
Laure Tempier

**Abonnements**  
Laure Tempier

**Publicité & ventes**  
  
Catherine Ogier

**Adresses électroniques**  
**Rédaction et abonnements**  
communication@wcoomd.org  
**Ventes et publicité**  
wconews@wcoomd.org

**Editeur**  
Organisation mondiale des douanes  
Rue du Marché, 30  
B-1210 Bruxelles  
Belgique  
Tél.: +32 (0)2 209 94 41  
Fax: +32 (0)2 209 92 62  
Adresse électronique :  
communication@wcoomd.org  
Site Internet : www.wcoomd.org

OMD Actualités est distribué gratuitement aux administrations des douanes, aux organisations internationales, aux organisations non gouvernementales, aux opérateurs commerciaux et autres lecteurs concernés. Il convient de mentionner que les idées exprimées dans les articles sont celles des auteurs et ne traduisent pas nécessairement le point de vue officiel de l'Organisation mondiale des douanes. Toute contribution en français ou en anglais est la bienvenue, mais doit nous parvenir pour le **11 août 2008** au plus tard. L'OMD se réserve toutefois le droit de publier, de ne pas publier, ou de corriger ces articles de façon à ce qu'ils soient conformes à la ligne éditoriale du magazine. Le Service Communication reste à votre disposition pour les demandes d'abonnement, la réception d'articles, et toute autre information en rapport avec OMD Actualités, à l'adresse électronique suivante : [communication@wcoomd.org](mailto:communication@wcoomd.org)

D/2008/0448/9

Copyright © 2008 Organisation mondiale des douanes  
Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays. Toute demande concernant la traduction, la reproduction ou l'adaptation du présent document doit être adressée à [copyright@wcoomd.org](mailto:copyright@wcoomd.org)

Design : [www.inxtremis.be](http://www.inxtremis.be)

**Remerciements** : l'équipe de rédaction tient à exprimer ses sincères remerciements à tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce magazine.

**Photos** : nos sincères remerciements vont aussi à toutes les personnes qui nous ont fourni gracieusement des photos, logos et dessins pour illustrer la présente édition.



## Calendrier évènementiel

Les réunions mentionnées pour information dans ce calendrier ne sont pas toutes ouvertes au public. Les formations sont quant à elles destinées au secteur privé. Sauf indication contraire, elles se tiennent à Bruxelles. **Ces dates sont données à titre indicatif et sont susceptibles de changement.** Ce document est mis à jour régulièrement sur le site des Membres de l'OMD sous la rubrique « informations pour les délégués » et sur le site public de l'OMD [www.wcoomd.org](http://www.wcoomd.org)

### JUIN

7	Journée « Portes ouvertes » de la Commission européenne
9 - 10	Réunion du Partenariat mondial pour la facilitation du commerce et des transports (GFP), Cape Town (Afrique du Sud)
10 - 11	Conférence OMD sur « Quel avenir pour le 100% scanning ? »
10 - 12	Formation d'experts pour les titulaires de droits de propriété intellectuelle
16 - 17	Conférence OMD sur les règles d'origine
23 - 25	59 <sup>ème</sup> session de la Commission de politique générale
26 - 28	111 <sup>ème</sup> /112 <sup>ème</sup> Sessions du Conseil

### JUILLET

1 <sup>er</sup>	40 <sup>ème</sup> anniversaire de l'Union douanière européenne
23 - 12/08	24 <sup>ème</sup> Congrès de l'Union postale universelle, Genève (Suisse)

### SEPTEMBRE

17 - 19	Groupe de travail du Comité du Système harmonisé
22 - 03/10	42 <sup>ème</sup> session du Comité du Système harmonisé

### OCTOBRE

2	Conférence internationale des donateurs, Londres (Royaume Uni)
6 - 7	Groupe de travail sur les publications
13	Groupe consultatif du secteur privé, réunion Business
14 - 15	Formation sur les Règles Générales Interprétatives du Système harmonisé
14 - 15	3 <sup>ème</sup> réunion du Groupe de travail SAFE
13 - 17	Equipe de projet chargée du Modèle de données douanières de l'OMD
16 - 17	Formation sur le Système harmonisé pour les produits de haute technologie
20 - 24	27 <sup>ème</sup> session du Comité technique de l'évaluation en douane
27 - 28	86 <sup>ème</sup> session du Comité financier
28 - 30	Formation d'Experts sur les Règles d'Origine
30 - 31	4 <sup>ème</sup> réunion du Groupe de travail SECURE

### NOVEMBRE

5 - 6	11 <sup>ème</sup> session du Comité de gestion de la Convention douanière relative aux Conteneurs, 1972
10 - 11	5 <sup>ème</sup> réunion du Comité de gestion de la Convention de Kyoto révisée
11	3 <sup>ème</sup> réunion du Comité de contact OMD/OACI/IATA sur les RPCV
12 - 14	183 <sup>ème</sup> /184 <sup>ème</sup> sessions du Comité technique permanent
13	29 <sup>ème</sup> réunion du Comité de contact UPU/OMD, Berne (Suisse)
17 - 28	38 <sup>ème</sup> session du Sous-Comité de révision du Système harmonisé
18 - 18	Atelier de formation sur l'Evaluation en douane et les prix de transfert
25 - 27	Formation sur la Lutte contre la contrefaçon et la piraterie
27 - 28	Sous-Comité sur l'éthique

### DÉCEMBRE

1 - 3	7 <sup>ème</sup> réunion mondiale concernant les BRLR
4 - 5	8 <sup>ème</sup> réunion de l'Equipe de gestion du CEN (CENMaT)
9 - 11	60 <sup>ème</sup> session de la Commission de politique générale
16 - 18	4 <sup>ème</sup> réunion du Groupe de travail sur la fraude commerciale



Chères lectrices, Chers lecteurs,

Ce premier semestre de l'année 2008 aura traversé l'espace temps à la vitesse d'une étoile filante ponctué de réunions et d'évènements qui se sont enchaînés dans la logique et l'urgence des sujets à traiter. Tout paraît si proche, et pourtant, c'est déjà du passé.

Dans six mois, le Secrétaire général nommé lors des prochaines sessions du Conseil prendra ses fonctions et une page se tournera pour moi après 10 années passées au service de la communauté douanière internationale.

Nous sommes à une période charnière au cours de laquelle nous devons faire face à une multitude de défis tout en saisissant les opportunités que l'environnement mondial actuel en pleine mutation nous offre. Les changements économiques, sociaux, environnementaux et technologiques qui s'opèrent doivent nous inciter à faire un examen critique de notre mode d'organisation et de fonctionnement pour mener une réflexion constructive et tracer notre ligne d'avenir.

Les participants au forum « L'OMD au 21<sup>ème</sup> siècle », organisé par le Secrétariat en mars dernier à Bruxelles, ont été unanimes sur ce point. Le maître mot doit être « évolution » afin de répondre pleinement aux obligations de résultats et de performance qui sont les nôtres aujourd'hui. Evoluer ou disparaître tel est l'enjeu exprimé de façon brutale.

Pour la douane, ce 21<sup>ème</sup> siècle sera celui de la modernité dans l'action. La communauté douanière doit être forte, assumer sa place et son rôle, travailler sur la base de partenariats stratégiques et lancer des initiatives innovantes sur le terrain.

Notre avenir ne peut se construire qu'ensemble dans un esprit de solidarité, de coopération, de partage et d'innovation, non en nombre dispersé. Les passerelles entre les mondes jusqu'ici totalement différents et clos du public et du privé se multiplient et se consolident, il faut en saisir les opportunités, s'enrichir de nos diversités, défendre nos valeurs communes, nos intérêts communs, et faire entendre d'une même voix nos préoccupations.

Les nouvelles perspectives que nous pouvons imaginer dans le futur auront des incidences sur les travaux de l'Organisation sur les cinq prochaines années. Il appartiendra donc à la nouvelle équipe qui prendra place au cours des prochains mois (nouveaux Président du Conseil, vices-présidents de régions, Secrétaire général ...) de fédérer les synergies pour une meilleure adaptation de la communauté douanière internationale à un environnement en constante évolution et d'insuffler la dynamique nécessaire pour que la douane soit partout en ordre de marche.

Cette édition vous présente les dernières actualités de l'environnement douanier international ainsi que les neuf candidats à la nomination au poste de Secrétaire général, et vous propose quelques réflexions sur les programmes en cours et des sujets d'avenir.

Bonne lecture et au plaisir de vous retrouver à la rentrée,

**Michel Danet**  
Secrétaire général



## Nos amis à quatre pattes rivalisent pour être champions d'Europe



© Douane finnoise

L'Administration des douanes de Lettonie accueille le 6<sup>ème</sup> championnat des chiens de détection de drogues du 15 au 20 septembre 2008. Pour les organisateurs, il s'agit de développer la coopération entre maîtres-chiens des services des douanes en Europe et promouvoir auprès du public le rôle important que jouent ces chiens dans la lutte contre

le trafic illégal de narcotiques et de substances psychotropes. Cet événement populaire verra s'affronter des équipes

cynophiles venues de toute l'Europe autour de deux disciplines : la détection de drogue et l'obéissance. Durant la première partie dédiée à la détection de narcotiques, les chiens devront trouver héroïne, cocaïne, haschich et marijuana dissimulés dans camions, voitures, bâtiments/locaux et bagages. L'obéissance sera testée lors de 8 exercices portant notamment sur l'endurance et la réaction au coup de feu.

Le portrait du gagnant sera publié dans la prochaine édition d'OMD Actualités. ●

En savoir +

Anita.ezis@vid.gov.lv  
customs@vid.gov.lv



## La formation multimédia s'installe dans le quotidien de la douane



Le succès du programme e-learning auprès des Membres de l'OMD ne se dément pas.

Depuis le dernier numéro du magazine, deux administrations ont en effet pu bénéficier d'une mission de déploiement du programme.

Au niveau régional tout d'abord : le Centre régional de formation de Santo Domingo (République Dominicaine), premier Centre de la région Amériques et Caraïbes, a été équipé dès son ouverture du programme e-learning. Une partie importante des modules traduits en espagnol ont été installés afin de permettre un démarrage rapide de la formation à distance dans la région.

Cette mission de déploiement a également permis de former des représentants du Secrétariat du CCLEC (Caribbean Customs Law Enforcement Council) qui pourront gérer de manière indépendante une plate-forme de formation hébergée par l'administration des douanes dominicaines.

Sur le plan national, les douanes cubaines ont à leur tour bénéficié de l'intégration du programme dans leur réseau local. Des adaptations et des traductions sont d'ores et déjà planifiées. L'environnement technique des douanes de la République de Cuba, basé sur des technologies libres, confirme l'adaptabilité du système e-learning aux spécificités des administrations et démontre que les caractéristiques techniques du système ne limitent en aucun cas son installation.

Enfin, le 28 mars 2008 dernier, un Protocole d'accord visant au déploiement du programme e-learning a été signé entre l'OMD et l'Administration des douanes du Paraguay. ●

En savoir +

www.wcoomd.org  
learning@wcoomd.org



## >> Buzz....

### Bienvenue

L'OMD a accueilli la République de Djibouti et le Belize au sein de la famille douanière internationale. L'OMD compte désormais 173 Membres\*.

\* Les Communautés européennes ne sont pas Membres de l'OMD, mais elles disposent, à titre de mesure transitoire dans l'attente de l'entrée en vigueur des amendements apportés à la Convention du CCD, des droits similaires à ceux dont jouissent les Membres de l'OMD, pour les domaines qui relèvent de ses compétences.

[www.wcoomd.org](http://www.wcoomd.org)

### A paraître

Les rapports annuels 2007 de l'OMD « Douanes et Tabac », « Douanes et Drogues » et « Douanes et DPI » paraîtront fin juin 2008.

[www.wcoomd.org](http://www.wcoomd.org)

### Préservez l'environnement !

La Nouvelle-Zélande est le pays hôte de la Journée mondiale de l'environnement, le 5 juin 2008. Le thème pour 2008 est : « Non à la dépendance ! Pour une économie à faible émission de carbone ». Cette journée est commémorée dans une ville différente chaque année. Elle est un des principaux véhicules par lesquels les Nations Unies stimulent la conscience mondiale sur l'environnement et renforce l'attention et l'action politiques.

[www.unep.org/wed/2008](http://www.unep.org/wed/2008)

### A la une

Journée porte ouverte à la Commission européenne  
Vous avez toujours voulu savoir ce qui se passait dans les coulisses de la Commission européenne ? Voilà votre jour de chance ! Le 7 juin 2008, la Commission européenne – ainsi que les autres institutions de l'Union – ouvrent leurs portes. La Direction générale Fiscalité et Union douanière, en coopération avec la douane belge, organisera à cette occasion différentes activités à l'intérieur et en extérieur du bâtiment Berlaymont, rue de la Loi, Bruxelles (Belgique).

[http://ec.europa.eu/taxation\\_customs/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/taxation_customs/index_fr.htm)

### A vos agendas

N'oubliez pas la Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues, le 26 juin. L'OMD célébrera cette journée lors des 111<sup>ème</sup>/112<sup>ème</sup> sessions du Conseil. Elle s'inscrit dans le programme d'action de l'OMD au regard du thème de l'année 2008, et ambitionne de faire prendre conscience au plus grand nombre que la drogue est une menace pour la société dans son ensemble et qu'elle n'épargne personne.

[www.wcoomd.org](http://www.wcoomd.org)

### Coup de cœur

L'administration des douanes de Lettonie organisera à l'automne 2008, du 15 au 20 septembre, le 6<sup>ème</sup> Championnat européen des équipes cynophiles spécialisées dans la recherche des stupéfiants.

[anita.ezis@vid.gov.lv](mailto:anita.ezis@vid.gov.lv)

### A vos souris !

L'OMD dispose d'une librairie en ligne. Vous pouvez commander toutes nos publications d'un seul clic en payant en ligne ou par virement bancaire.

<http://publications.wcoomd.org/index.php>  
[publications@wcoomd.org](mailto:publications@wcoomd.org)

### Accession OMC

Le 5 février 2008, le Conseil général de l'OMC a approuvé l'ensemble de textes relatifs à l'accession de l'Ukraine. Celle-ci sera effective 30 jours après l'acceptation de ses conditions d'accession. Ce pays est devenu le 152<sup>ème</sup> Membre de l'OMC le 16 mai 2008. L'ensemble des textes devra être ratifié avant le 4 juillet 2008.

[www.wto.org](http://www.wto.org)

### Bloc note

Le 22 janvier 2008, la République unie de Tanzanie a déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation mondiale des douanes son instrument de ratification à la Convention sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH). La convention est entrée en vigueur dans ce pays le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Ce qui porte le nombre de parties contractantes au SH à 133.

[www.wcoomd.org](http://www.wcoomd.org)

### Nouveauté

Le 3<sup>ème</sup> rapport d'analyse des tendances et pratiques dans le cadre du renforcement des capacités est paru. Il est disponible sur le site Internet de l'OMD ainsi qu'une carte mise à jour l'état d'avancement du programme Columbus.

[www.wcoomd.org](http://www.wcoomd.org)

### Nominations

Directeurs généraux des douanes récemment nommés :  
Silvina Tirabassi (Argentine) ; James Sagbo (Bénin) ; Guangzu Sheng (Chine) ; Hur Yong-Suk (Corée) ; Alphonse Mangly (Côte d'Ivoire) ; Grigol Gobejishvili (Géorgie) ; P. C. Jha (Inde) ; Dott. Guiseppe Peleggi (Italie) ; Amadou Togola (Mali) ; Viorel Melnic (Moldavie).

### Avancée

La République Populaire de Chine accueillera à Beijing du 8 au 24 août 2008 les Jeux de la XXIX<sup>e</sup> Olympiade. Les Jeux paralympiques auront lieu du 6 au 17 septembre.

L'utilisation des carnets ATA pour l'importation temporaire de marchandises destinées aux Jeux Olympiques et Paralympiques d'été 2008 a été autorisée par le Gouvernement de la République populaire de Chine. Des directives exhaustives, décrivant notamment les dispositions en matière de dédouanement, peuvent être consultées (en anglais uniquement) via le lien ci-après :  
<http://en.beijing2008.cn/news/official/bulletin/media/n214144391.shtml>



## En Thaïlande, une bataille de plus gagnée contre le trafic de drogue



Les douaniers thaïlandais, en coopération avec l'Organe de contrôle des stupéfiants et l'Administration de sûreté des aliments et des médicaments thaïlandais, ont effectué des opérations de contrôle des exportations qui ont conduit à la saisie de 50,4 tonnes de Safrole. Précurseur chimique utilisé dans la production de stupéfiants, notamment d'ecstasy, le Safrole est placé sous contrôle par la Convention des Nations unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988.

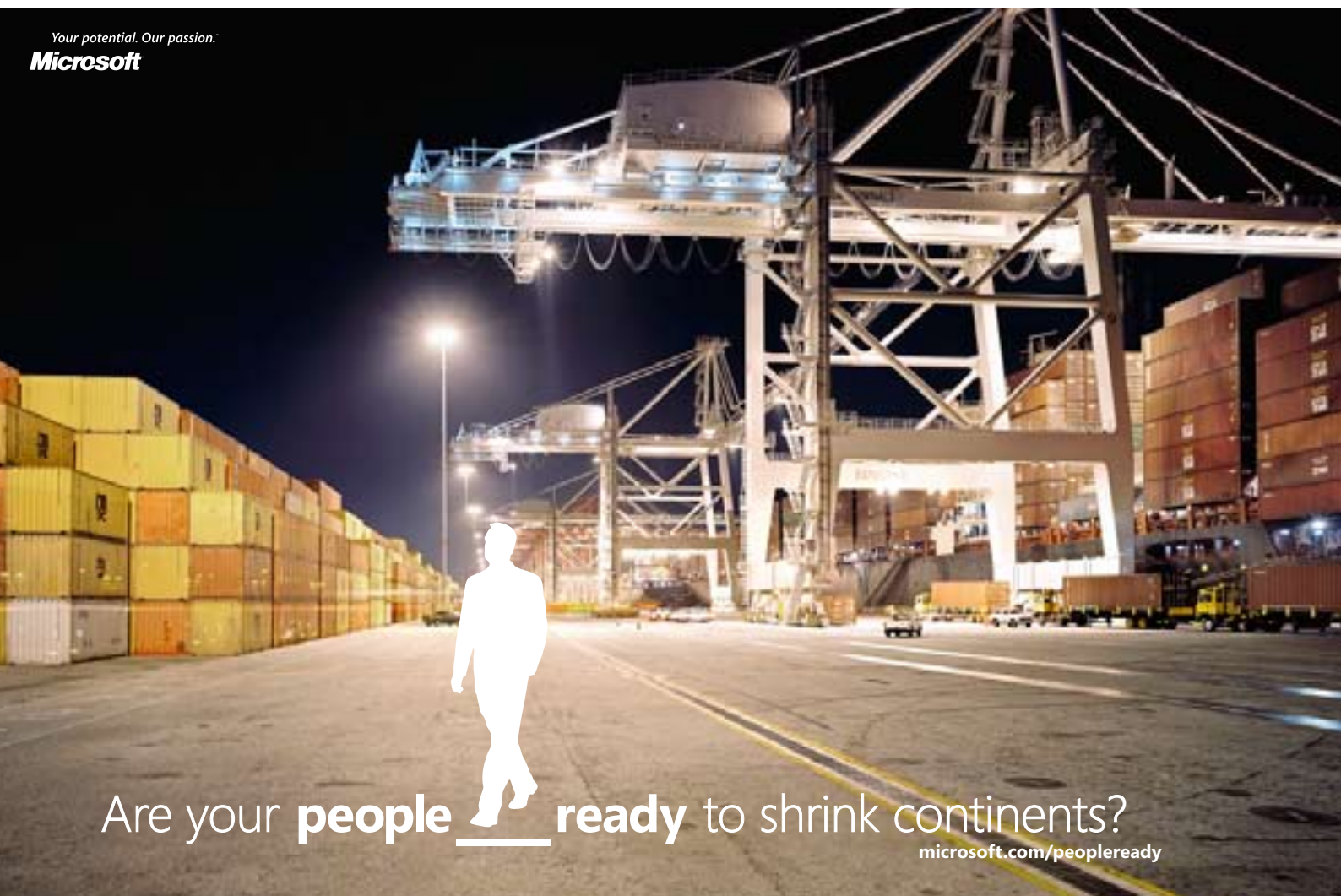
Suite à un recoupement d'informations, le Safrole a été découvert au Port de Laem Chabang en Thaïlande dans un cargo qui accomplissait les formalités d'exportation. Un conteneur de 16,8 tonnes était destiné aux Etats-Unis et deux conteneurs, représentant 33,6 tonnes, à la République populaire de Chine.

Le commerce illicite de drogues et de précurseurs est un phénomène extrêmement nuisible affectant tous les pays. Une priorité pour la Thaïlande, le gouvernement est déterminé à combattre le trafic en utilisant toutes les stratégies et moyens à sa disposition : analyse de risque, coopération, tactique opérationnelle, « profiling », développement du renseignement et de l'information, campagne de sensibilisation du public, et utilisation de la technologie de pointe.

L'OMD a dédiée l'année 2008 à la lutte contre ce trafic illégal lors de la Journée Internationale de la Douane du 26 janvier. ●

**En savoir +**  
[communication@wcoomd.org](mailto:communication@wcoomd.org)

Your potential. Our passion.  
**Microsoft**



Are your **people** ready to shrink continents?

[microsoft.com/peopleready](http://microsoft.com/peopleready)





# Élection 2008

## Portrait des candidats

Le second mandat du Secrétaire général, M. Michel Danet vient à expiration le 31 décembre 2008. Le Conseil va procéder à la nomination d'un nouveau Secrétaire général lors de ses 111<sup>ème</sup> et 112<sup>ème</sup> sessions, le 28 juin 2008. Le candidat élu par ses pairs entrera en fonction le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Les personnes intéressées ont été invitées à adresser leur candidature au Secrétariat du Conseil. A la date du 30 avril 2008, neuf candidats avaient postulé.

Sur la base des informations communiquées par chacun des candidats et de leur réponse à deux questions, exercice pour lequel le nombre de mots utilisés était limité, la rédaction d'OMD Actualités a préparé une fiche synthétique pour chacun d'eux. Elles constituent le dossier spécial de la présente édition.



## Pays-Bas

- **Nom** : van Bodegraven
- **Prénom(s)** : Hans
- **Sexe** : M
- **Date de naissance** :  
21 février 1949
- **Lieu de naissance** :  
La Haye
- **Nationalité** : Néerlandaise
- **Connaissances linguistiques**
  - Langue maternelle  
Néerlandais
  - Autre(s) langue(s)



	Lire	Ecrire	Parler
<b>Anglais</b>	Très bien	Très bien	Très bien
<b>Français</b>	Très bien	Très bien	Très bien
<b>Allemand</b>	Très bien	Très bien	Très bien

### Expérience professionnelle

Depuis 2005, j'occupe la fonction de Directeur des Douanes et des Droits indirects et suis responsable des politiques et de la législation dans le domaine de la douane et des droits indirects qui génèrent plus de la moitié des recettes de l'Etat des Pays-Bas (plus de 70 milliards d'euros).

Avant cela, j'étais Directeur de la politique et de la législation douanières, un des postes les plus élevés au sein de l'Administration des douanes des Pays-Bas et étais chargé de toutes les politiques générales, de la législation, des relations internationales et des questions relatives à l'UE.

Jusqu'en 1993, j'occupais le poste de Directeur des Affaires douanières, responsable des politiques douanières opérationnelles et stratégiques au sein de l'Administration douanière et fiscale.

Avant cela, dès 1976, j'ai occupé plusieurs postes réservés aux cadres (supérieurs) au sein de la Douane et du Ministère des Finances, couvrant ainsi pratiquement tous les domaines opérationnels et politiques de la douane.

### Ce que je souhaite accomplir durant mon mandat

L'OMD est une institution mondiale, qui appartient à, et est au service de tous les pays. Toutefois, dans l'état actuel des choses tous les pays n'ont pas les mêmes possibilités d'exprimer leur point de vue, bien que pour ces pays la douane revêt une plus grande importance que pour d'autres qui eux parviennent à se faire entendre.

Cette influence relative dépend de la possibilité d'être présent. Par exemple, en raison de restrictions financières, d'un manque de compétences linguistiques ou d'une importance financière moindre, certains pays ne sont pas en mesure de participer pleinement aux travaux de l'OMD. Depuis la création de l'Organisation, les circonstances et la composition de ses Membres ont changé.

Il est indispensable de réfléchir à la façon dont les institutions fonctionnent, et aux langues utilisées.

La composition des personnels du Secrétariat devrait également mieux refléter le contexte international. De plus, certaines questions douanières classiques, telles que la fraude commerciale, la protection de la société (santé, patrimoine culturel, questions environnementales) ont bénéficié d'une d'attention réduite en raison de l'accent mis sur la sécurité et la sûreté.

### Ma vision de l'avenir de l'OMD

L'expansion du commerce mondial a certes contribué à la prospérité, mais dans le même temps, la mondialisation et la croissance exponentielle des mouvements commerciaux posent de nouveaux défis pour la douane.

Les Administrations des douanes sont soumises à des pressions pour accélérer le rythme de leur travail, toutes étant tenues d'offrir des services de qualité. Les citoyens exigent d'être protégés contre tous les types de dangers venant de l'extérieur, peu importe l'Organisation qui s'en charge.

Toute Administration des douanes, quelle que soit sa taille, sera en mesure de répondre à ces défis. La coopération internationale est indispensable, qu'il s'agisse de la coopération entre Administrations des douanes, avec les autres Organisations officielles et le secteur privé.

L'OMD sera l'instrument le plus efficace pour apporter une réponse à ces défis. L'OMD n'est pas uniquement une plateforme de rencontre pour les douanes, mais également le point de contact naturel pour les autres Organisations internationales dont les activités portent sur le commerce, le transport, la sécurité et la lutte contre la fraude.

L'OMD se positionnera en chef de file afin de rapprocher toutes les parties concernées pour arriver à une véritable coopération internationale, donnant à la douane sa place légitime en matière de commerce international et de protection de la société.



## Sénégal

- **Nom** : Camara
- **Prénom(s)** : Boubacar
- **Sexe** : M
- **Date de naissance** :  
26 juin 1958
- **Lieu de naissance** : Dakar
- **Nationalité** : Sénégalaise
- **Connaissances linguistiques**
  - Langue maternelle  
Wolof
  - Autre(s) langue(s)



	Lire	Ecrire	Parler
<b>Français</b>	Très bien	Très bien	Très bien
<b>Anglais</b>	Très bien	Très bien	Bien
<b>Arabe</b>	Assez bien	Assez bien	Assez bien

### Expérience professionnelle

Docteur en droit douanier, Monsieur Camara est Inspecteur général d'Etat au Sénégal. Il fut Directeur général des Douanes du Sénégal de 2000 à 2004.

Auparavant, cet ancien soldat a été agent breveté, contrôleur puis inspecteur des douanes. Tour à tour chef d'escouade, chef de brigade, chef de visite, vérificateur, chef d'un bureau de foire commerciale, enquêteur, il a évolué dans la surveillance, les opérations commerciales et le contrôle de la valeur après dédouanement.

Ancien officier de la Marine marchande, il est également expert maritime. Il a participé, en qualité de consultant du Trade Point Sénégal, à la conception de l'outil de facilitation douanière ORBUS 2000.

Il est formateur en contentieux douanier, procédures de dédouanement, commerce international, opérations maritimes et valeur en douane. Il est cofondateur de l'Académie internationale des Hautes Etudes de la Sécurité à Dakar.

Monsieur Camara a été Secrétaire permanent de la Mutuelle des Douanes.

### Ce que je souhaite accomplir durant mon mandat

- Accélérer la mise en œuvre du Cadre des normes SAFE comme outil de modernisation des douanes à travers, d'une part, une ratification globale de la Convention de Kyoto révisée et l'adoption d'outils pertinents de gestion de risque et, d'autre part, une prise en charge concrète des exigences de sécurisation de la chaîne logistique internationale.
- Poursuivre le programme Columbus en matière de renforcement des capacités, d'assistance technique et de formation avec une meilleure prise en compte de la diversité de la situation dans les Administrations douanières des pays en développement qui sont confrontés parfois à un environnement d'après-guerre, souvent à des problèmes d'organisation et de ressources humaines, et toujours au besoin de collecte de recettes pour alimenter le budget de l'Etat.
- Promouvoir la Convention de Johannesburg pour améliorer de façon significative les échanges d'informations entre pays membres et mieux lutter contre la fraude commerciale.

### Ma vision de l'avenir de l'OMD

L'OMD se trouve à la croisée des chemins. Elle a besoin d'être pilotée sous l'éclairage d'une vision pertinente. L'OMD doit « apprendre à ne plus attendre ». Elle doit s'adapter constamment en ajustant ses instruments et en inventant de nouveaux, être plus réactive et anticiper pour rester toujours plus utile à ses Membres.

La Douane de demain, c'est celle de l'organisation des échanges d'informations en temps réel à l'aide d'outils modernes issus des technologies de la communication, ce qui rend indispensable le programme de renforcement des capacités et la promotion de toutes les langues.

La sécurisation de la chaîne logistique internationale constitue un des défis les plus importants du commerce mondial. Pour y répondre de façon pertinente et dans toutes les circonstances, l'OMD doit agir de façon plus rapide. Le Cadre des normes SAFE permet une combinaison harmonieuse des préoccupations des différentes régions du monde, de la sécurité à la facilitation en passant par le renforcement des capacités.

Dans le domaine de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption, l'OMD doit soutenir constamment ses membres dans cette lutte et les aider à améliorer l'image de la Douane.

Une plus grande ouverture de l'OMD au privé est devenue incontournable pour la production de normes adéquates pour le passage en douane et lutter contre la contrefaçon et le trafic illicite des stupéfiants.



## Belgique

- **Nom** : Colpin
- **Prénom(s)** : Noël, Leon
- **Sexe** : M
- **Date de naissance** : 25 décembre 1948
- **Nationalité** : Belge
- **Lieu de naissance** : Dendermonde
- **Connaissances linguistiques**
  - Langue maternelle Néerlandais
  - Autre(s) langue(s)



	Lire	Ecrire	Parler
<b>Anglais</b>	Très bien	Bien	Très bien
<b>Français</b>	Très bien	Très bien	Très bien
<b>Allemand</b>	Assez bien	Assez bien	Assez bien

### Expérience professionnelle

Je compte 36 années de travail à l'Administration belge des Douanes et Accises. En ma qualité de Directeur général de l'Administration belge des douanes et accises, je dirige 4.500 fonctionnaires des douanes depuis 2003. Mon expérience inclut :

- *le management professionnel*, grâce au Management MBA. Cela inclut le planning stratégique et la gestion de contrôle au sein des douanes et accises.
- *la gestion d'importants projets de changements* : mise en application du e-Douanes, installation d'équipements modernes de détection dans les ports et les aéroports, tests de Secure Trade Lanes avec l'Inde, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud et la Russie, projets de scannage dans les ports d'Anvers et de Zeebrugge.
- *des consultations structurées avec les opérateurs économiques et les autres autorités publiques.*
- *une expérience internationale très étendue* en tant que membre des organes internationaux : Groupe de la politique douanière de l'UE, Commission de politique générale de l'OMD, Président du Comité d'Audit de l'OMD, Président du Conseil des douanes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et Président du European Corporate Security Association ne constituent qu'une partie de mes nombreuses expériences internationales.

### Ce que je souhaite accomplir durant mon mandat

- Elaborer un large consensus entre les membres pour donner une nouvelle direction aux douanes en général et à l'OMD en particulier.
- Modifier l'OMD en « SWIFT\* des douanes », un système global qui conduit à une gestion intégrée de la chaîne logistique internationale, facilite le commerce, optimise les recettes et augmente la sécurité.
- Trouver le FINANCEMENT pour mettre en place le modèle SWIFT en un MODELE DE BUSINESS GLOBAL durable, basé sur l'économie des coûts, des temps de passage réduits et des recettes en augmentation.
- S'assurer que le renforcement des capacités est réel et substantiel et non pas seulement un diagnostic. A cette fin, il est nécessaire de se focaliser sur le RENFORCEMENT DE L'E-CAPACITY pour les douanes des pays DEVELOPPES ET MOINS DEVELOPPES afin d'atteindre l'objectif ultime d'une Douane sans papiers en 2020.
- Restructurer l'OMD pour la rendre plus équilibrée dans la représentation géo-économique, pour l'adapter à l'augmentation importante en nombre de Membres et pour faire face aux défis du 21<sup>ème</sup> siècle.
- Gérer l'OMD de façon professionnelle, conformément aux meilleures normes internationales en matière de gouvernance, d'audit et d'expertise comptable.
- Positionner l'OMD comme Centre international d'EXCELLENCE technique ainsi que comme dépositaire de l'INTELLIGENCE STRATEGIQUE, non seulement dans les matières douanières mais aussi dans la gestion de la chaîne logistique internationale.

### Ma vision de l'avenir de l'OMD

Dans un monde de commerce globalisé et face à une demande accrue de sécurité, je crois que les Douanes doivent changer leur modèle opérationnel de local à global. Dans ce monde en mutation, les douanes d'un pays ne peuvent fonctionner de façon isolée. Chaque importation est une exportation de quelque part d'autre.

Pour cette raison, je crois fermement – plus que jamais – que nous devons considérer l'exportation et l'importation aux deux extrémités de la même chaîne commerciale, avec non seulement un flux de marchandises et d'argent, mais également un flux d'informations et de confiance. Si nous pouvons connecter l'importation et l'exportation d'une meilleure façon, nous pouvons éviter des contrôles inefficaces, le manque de transparence, les chevauchements, la transmission répétitive des mêmes sets de données. De façon simple : nous pouvons éviter des coûts plus élevés et augmenter le commerce et la sécurité.

Comment pouvons-nous faire cela ? Le nouveau modèle opérationnel des douanes doit être basé sur une gestion intégrée de la chaîne logistique internationale, avec comme support un flux ininterrompu d'informations on line et en temps réel et une reconnaissance mutuelle des contrôles. Ce qui est indispensable est le « SWIFT\* des douanes » - un mécanisme généralisé d'échange d'informations entre les douanes.

L'OMD doit devenir le hub global qui conduit les douanes vers une nouvelle ère d'intégration, de sécurité, de transparence et de e-customs.

\* SWIFT est la marque déposée de S.W.I.F.T SCRL



## Suède

- **Nom** : Karlsson
- **Prénom(s)** : Lars
- **Sexe** : M
- **Date de naissance** :  
29 avril 1964
- **Lieu de naissance** : Tommarp
- **Nationalité** : Suédoise
- **Connaissances linguistiques**
  - Langue maternelle  
Suédois
  - Autre(s) langue(s)



	Lire	Ecrire	Parler
<b>Anglais</b>	Très bien	Très bien	Très bien
<b>Français</b>	Assez bien	Assez bien	Assez bien

### Expérience professionnelle

Lars Karlsson a fait preuve d'un leadership fort et moderne tout au long de sa carrière et a prouvé son aptitude à transformer les mots en actions. En 2004, il a été nommé Directeur général adjoint de l'Administration des douanes suédoises.

Auparavant, il avait servi les douanes suédoises pendant 15 ans en tant que Directeur national TI et développement, Directeur et Manager. Il a également fondé le Centre futur de l'innovation et de l'analyse des tendances.

Pendant ses années passées au sein du gouvernement suédois, Lars Karlsson a été l'instigateur de nombreux programmes de modernisation du secteur public suédois ; pendant de nombreuses années, il a travaillé sur des projets à l'international et a œuvré au sein de divers comités.

C'est un orateur connu et respecté. Il a présidé et participé en tant qu'orateur à de nombreuses conférences internationales.

En 2001, Lars Karlsson a reçu le Prix Gotha de son Altesse royale la Princesse héritière pour la meilleure innovation de l'année. En 2003, Lars Karlsson a été désigné Directeur suédois de l'année.

### Ce que je souhaite accomplir durant mon mandat

Ensemble, nous réformerons et renforcerons le Secrétariat de l'OMD ainsi que la structure régionale de l'Organisation pour nous préparer à relever tous les défis du XXI<sup>e</sup> siècle. Il s'agit d'une condition préalable pour que les conventions, instruments, outils et systèmes de l'OMD fonctionnent dans tous les Etats membres.

Un plan de mise en œuvre et un programme de renforcement des capacités axés sur le cœur de métier des douanes – l'évaluation, le classement et règles d'origine – sans négliger les principaux thèmes comme la lutte contre la fraude, la sécurité et la facilitation des échanges qui doivent toujours être présents en appui de ces processus.

L'OMD doit fournir en temps utile les services demandés, en s'appuyant sur les compétences et les ressources adéquates, en traitant tous les Membres comme un client important et unique.

L'OMD est une Organisation animée par ses membres, un principe qui doit apparaître dans nos travaux quotidiens, dans la composition du personnel et dans les régimes linguistiques appliqués.

De plus, les douanes et l'OMD doivent être capables de maîtriser les échanges de données entre les pays en ce qui concerne le commerce international et, ce faisant, devenir la première Organisation mondiale dans le domaine de la gestion du risque. Nous avons besoin de normes pratiques, applicables, dans l'intérêt de toutes les parties intéressées, pour transformer les mots en actions et apporter des résultats.

Enfin, l'arrivée de la prochaine génération de partenariats avec le commerce et l'industrie et d'un réseau planétaire pour le « Village global » est une de mes premières priorités. Elle doit inclure un modèle OEA global (opérateur économique agréé), géré par l'OMD. Je suis persuadé que l'OMD devrait élaborer des spécifications ouvertes pour le système de TI des douanes ainsi qu'une interface standard pour assurer la connectivité entre systèmes. Nous devons agir et ne pas nous contenter de paroles.

### Ma vision de l'avenir de l'OMD

L'OMD doit être un leader mondial proactif, reconnu pour sa capacité à développer, fournir et mettre en œuvre des normes internationales pour les douanes et le commerce.

Nous établissons des institutions durables capables de gérer le changement et qui seront reconnues comme des institutions majeures contribuant à un commerce sûr et efficace, à l'éradication de la pauvreté et à une plus grande prospérité pour le monde. Les valeurs de transparence, d'efficacité et de bonne gouvernance doivent être omniprésentes dans tout ce qu'entreprind l'OMD.

Enfin, toutes les Administrations des douanes doivent devenir l'Administration nationale leader au sein des gouvernements.



## France

- **Nom** : Kearney
- **Prénom(s)** : Philippe Arnaud Brendan
- **Sexe** : M
- **Date de naissance** : 26 mars 1965
- **Lieu de naissance** : Neuilly sur Seine
- **Nationalité** : Française
- **Connaissances linguistiques**
  - Langue maternelle Français
  - Autre(s) langue(s)



	Lire	Ecrire	Parler
<b>Anglais</b>	Très bien	Très bien	Très bien
<b>Allemand</b>	Assez bien	Assez bien	Assez bien
<b>Espagnol</b>	Débutant	Débutant	Débutant

**Expérience professionnelle**

- De 1991 à 1995, j'ai travaillé pour le Premier ministre : politique de ressources humaines et dialogue social dans la fonction publique. Je suis douanier depuis 1995.
- De 1995 à 1998, j'ai été Attaché douanier auprès de l'Union européenne à Bruxelles.
- De 1998 à 2001, j'ai été Chef de bureau en charge des exportations agricoles, des contrôles sanitaires, de la politique commerciale y compris le contrôle du commerce des armes, des biens à double usage et des embargos.
- Depuis 2002, je suis Sous-directeur du commerce international. A la tête de 100 agents, je suis en charge de la coopération internationale, de la politique et de l'informatisation (DELTA) du dédouanement, des questions sanitaires et commerciales précitées, de l'espèce, de la valeur, de l'origine et de la propriété intellectuelle.

**Ce que je souhaite accomplir durant mon mandat**

Je souhaite être un Secrétaire général fort, à l'écoute et au service de ses Membres. Je construis mon programme au travers de discussions avec les directeurs généraux. Si je suis élu, le fruit de ces réflexions communes, devenu mon mandat, sera la stratégie de l'OMD pour cinq ans.

- *Le renforcement des capacités sera ma priorité.* Je consacrerai mon énergie à combler le déficit entre les énormes besoins du renforcement des capacités et les financements aujourd'hui disponibles grâce au don de 3 millions d'euros d'Eurodouane, aux partenariats renforcés avec les Organisations internationales, aux cotisations de nouveaux membres et à des partenariats publics-privés. Je mettrai en place une force douanière de déploiement rapide pour les situations d'urgence. Je ne laisserai tomber aucune douane.
- *Je sécuriserai les recettes grâce* à la lutte contre la corruption ; à une analyse des statistiques commerciales pour détecter les fraudes ; au développement d'échanges d'informations statistiques et opérationnelles ; à des services de contrôle a posteriori efficaces.
- *Je maîtriserai notre cœur de métier.* J'initierai une réponse globale en vue d'éradiquer le trafic de drogue à l'horizon 2020. Je poursuivrai la lutte contre les contrefaçons. Je viserai la sécurité totale de la chaîne logistique contre les intrusions criminelles et terroristes, sans me focaliser sur le seul instrument du 100% scanning.
- *Je simplifierai la douane pour ses usagers.* J'installerai un conseil douane-commerce avec les principaux opérateurs et fédérations. Je travaillerai à l'interopérabilité des informatiques douanières et au modèle unique de données et de documents.
- *Je renforcerai le rôle mondial de la douane.* Je renforcerai les liens avec le FMI, l'OMC... et ferai de l'OMD l'Organisation de référence sur les questions douanières.
- *La démocratie et l'efficacité progresseront au sein de l'OMD.* Le régime linguistique sera étendu à l'arabe, l'espagnol et au russe. La Commission de politique générale sera élargie. Je mettrai en place un Conseil de direction, composé de Membres de l'ensemble des langues et régions. Je ferai modifier la Convention de l'OMD pour interdire la réélection du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint.

**Ma vision de l'avenir de l'OMD**

L'OMD est au seuil d'années décisives. Si elle ne parvient pas à la fois à maintenir la lisibilité politique que lui a donné Michel Danet, à répondre efficacement aux défis globaux, à renforcer son caractère démocratique et à intégrer l'ensemble des questions douanières, l'OMD s'étiolera jusqu'à risquer de voir sa substance absorbée par d'autres Organisations.

Je veux aider l'OMD à reprendre l'initiative. L'OMD sera unitaire en ce sens qu'elle doit servir l'intérêt de tous ses membres, intégrer l'ensemble des questions douanières aujourd'hui dispersées dans d'autres Organisations.

L'OMD agira vers l'avenir en construisant la réponse douanière à la mondialisation et à ses effets pervers, en aidant les innovations à être partagées entre les Membres.



## Finlande

- **Nom** : Lempiäinen
- **Prénom(s)** : Jouko Juhani
- **Sexe** : M
- **Date de naissance** :  
7 septembre 1959
- **Lieu de naissance** : Helsinki
- **Nationalité** : Finlandaise
- **Connaissances linguistiques**
  - Langue maternelle  
Finnois
  - Autre(s) langue(s)



	Lire	Ecrire	Parler
<b>Anglais</b>	Très bien	Très bien	Très bien
<b>Français</b>	Très bien	Bien	Très bien
<b>Suédois</b>	Bien	Bien	Bien
<b>Espagnol</b>	Débutant	Débutant	Débutant

### Expérience professionnelle

Vaste expérience à l'échelon national et international en tant qu'expert et cadre dans les principaux domaines douaniers : fiscalité, lutte contre la fraude, procédures et politiques douanières.

- Conseiller douanier, Représentation permanente de la Finlande auprès de l'UE, depuis 2007, Bruxelles
- Directeur, UE et Affaires internationales, 2006-2007, Direction générale, Helsinki
- Directeur, Contrôle, Facilitation et Renforcement des capacités, OMD, 2001-2005, Bruxelles
- Conseiller douanier, Représentation permanente de la Finlande auprès de l'UE, 1998-2000, Bruxelles
- Expert national, DG Fiscalité et Union douanière, Commission européenne, 1995-1998, Bruxelles
- Conseiller spécial auprès du Directeur général, Direction générale, 1993-1995, Helsinki
- Responsable de la Planification et Expert en Planification, Direction générale, 1990-1993, Helsinki
- Responsable des enquêtes criminelles, Douane du District d'Helsinki, 1988-1990, Helsinki
- Inspecteur des douanes, Service des impôts, Douane du District d'Helsinki, 1985-1988, Helsinki

### Ce que je souhaite accomplir durant mon mandat

En tant que Secrétaire général je souhaite pour :

#### L'OMD

- Renforcer et améliorer le programme de Renforcement des capacités de l'OMD pour élaborer une approche globale qui permettra de dispenser de l'assistance aux Membres en fonction de leurs besoins.
- Renforcer la capacité de l'OMD à venir en aide aux Administrations des douanes, notamment dans les domaines de l'informatisation douanière, de l'échange électronique de données et de la technologie.
- Faire en sorte que l'OMD soit reconnue à l'échelon international comme une Organisation qui élabore des normes douanières.
- Donner la priorité à l'assistance apportée pour mettre en œuvre les normes et d'autres instruments afin de garantir qu'ils soient appliqués par tous dans le monde entier.
- Développer la capacité et la planification stratégiques de l'OMD pour garantir une approche préventive face aux défis et opportunités à venir.
- Renforcer la coopération dans l'intérêt de la facilitation des échanges, la lutte contre la fraude et garantir l'efficacité et la sécurité de la chaîne logistique internationale.

#### Le Secrétariat

- Restructurer le Secrétariat : suite aux échanges de vues sur la Douane du 21<sup>ème</sup> siècle et à l'analyse qui en découle, s'assurer que la structure, l'organisation fonctionnelle et l'affectation des ressources dans l'ensemble du Secrétariat correspondent effectivement aux besoins et aux priorités.
- Introduire d'autres langues au régime linguistique actuel telles que l'arabe, l'espagnol et le russe en tenant compte des besoins réels des Membres, des conséquences budgétaires d'une telle décision et de l'efficacité. Utiliser ces autres langues à titre officiel du moins pour les réunions de haut niveau.
- Renforcer la représentation régionale et la participation nationale aux travaux de l'OMD afin de garantir l'efficacité du fonctionnement de l'OMD et faire en sorte que l'Organisation demeure proche de ses Membres.
- Créer un « Conseil d'Administration » composé du Président du Conseil et des Vice-Présidents, qui se réunira régulièrement (par exemple par le biais de vidéoconférences) afin de guider la mise en œuvre des décisions stratégiques prises par le Conseil.
- Faire en sorte que l'OMD soit une Organisation favorisant la bonne gouvernance, la transparence et la responsabilité, ainsi que des principes d'éthique élevés.

#### Ma vision de l'avenir de l'OMD

- L'OMD en tant que Centre d'expertise douanière où les administrations des douanes, les entreprises internationales et les organisations internationales pourront élaborer des solutions communes aux problèmes communs, partager leur expérience et leurs meilleures pratiques.
- L'OMD en tant qu'Organisation qui élabore des normes douanières reconnue à l'échelon international.
- Dispenser et coordonner le renforcement des capacités : fournir de l'assistance et des instruments aux Administrations des douanes membres en fonction de leurs besoins au sens large, qu'il s'agisse de pays développés, en développement ou d'économies émergentes.



## Japon

- **Nom** : Mikuriya
- **Prénom(s)** : Kunio
- **Sexe** : M
- **Date de naissance** :  
13 janvier 1954
- **Lieu de naissance** : Ehime
- **Nationalité** : Japonaise
- **Connaissances linguistiques**
  - Langue maternelle  
Japonais
  - Autre(s) langue(s)



	Lire	Ecrire	Parler
<b>Anglais</b>	Très bien	Très bien	Très bien
<b>Français</b>	Très bien	Très bien	Très bien
<b>Espagnol</b>	Débutant	Débutant	Débutant

### Expérience professionnelle

- Depuis 2002 – Secrétaire général adjoint de l'OMD (*réélu en 2007 pour un second mandat*)
- 1999-2001 – Directeur, Affaires internationales, Bureau de la Douane et du Tarif, Ministère des Finances du Japon (OMD [ratification de la Convention de Kyoto révisée, Président du Comité financier de l'OMD], Organisation mondiale du commerce : accords de libre-échange, assistance mutuelle administrative, assistance technique aux pays en développement, coopération douane-douane, etc.)
- 1997-1999 – Directeur, Division de lutte contre la fraude, Bureau de la Douane et du Tarif, Ministère des Finances du Japon (renseignement, enquêtes, inspection des moyens de transport, etc.)
- 1996-1997 – Directeur, Bureau du Budget, Ministère des finances du Japon (formulation et coordination du budget du Ministère du Commerce international et de l'Industrie, Ministère des Affaires étrangères et de l'Aide officielle au développement)
- 1995-1996 – Directeur, Division des Salaires et des Indemnités, Bureau du Budget, Ministère des Finances du Japon (contrôle des rémunérations versées à l'ensemble du personnel du secteur public au Japon et aspects connexes)
- 1993-1995 – Directeur, Négociations internationales, Bureau de la Douane et du Tarif, Ministère des Finances du Japon (Cycle de l'Uruguay du GATT, élaboration de la législation visant à incorporer les résultats des négociations commerciales dans la législation douanière)
- 1990-1993 – Premier Secrétaire et Conseiller, Mission du Japon auprès de l'OMC à Genève (directement responsable des négociations du GATT dans le cadre du Cycle de l'Uruguay)

### Ce que je souhaite accomplir durant mon mandat

Faire de l'OMD une Organisation vraiment efficace, axée sur les Membres et réactive aux besoins des Membres, dynamique de par sa nature et ses actions, appliquant une méthode de gestion globale, basée sur la flexibilité et la transparence et reposant sur la bonne gouvernance, la responsabilisation, l'équité, l'éthique collective et la responsabilité.

### Ma vision de l'avenir de l'OMD

Les Administrations des douanes jouent un rôle essentiel dans l'amélioration des conditions d'investissement en facilitant et en sécurisant les échanges. Il est indispensable d'avoir des douanes qui fonctionnent bien pour résoudre les problèmes du commerce international et intégrer les pays en développement dans le système économique mondial, car cela favorise la prospérité économique et sociale et réduit la pauvreté. La douane est cependant confrontée à de nouveaux défis, notamment la croissance du commerce de produits contrefaits et de produits dangereux pour l'environnement. La coopération, dotée d'un nouveau souffle, permettra à la douane à la fois d'améliorer ses compétences et d'assurer la cohérence et l'efficacité globale des procédures commerciales. Pour réaliser cette vision, pour mettre en place une transformation à la pointe du progrès et garantir que l'OMD joue un rôle de chef de file dans ces projets, j'assurerai personnellement le suivi de ce développement, grâce à quelques initiatives clés :

- Premièrement, j'améliorerai la gouvernance en faisant davantage participer les Membres, dès la définition de l'ordre du jour jusqu'au suivi de son exécution, appliquant le principe selon lequel le Secrétariat puise sa force dans le partage et non pas dans la rétention d'informations. Il est indispensable de réviser la structure du Secrétariat, d'appliquer une politique de recrutement plus facilement justifiable et de résoudre les questions liées à la transparence et à la communication ainsi que les questions linguistiques, pour mieux servir les Membres.
- Deuxièmement, je créerai un Centre de renforcement des capacités mobilisant toutes les ressources du Secrétariat et les structures régionales, ainsi que le réseau de partenaires du développement, pour répondre aux besoins réels des Membres et des régions et, ce qui est le plus important, pour assurer le financement nécessaire. Les activités d'assistance au renforcement des capacités doivent également tenir compte d'aspects liés aux recettes.
- Troisièmement, pour améliorer le développement des ressources humaines, je lancerai un programme de stages à l'OMD, afin d'apporter aux Membres une expérience précieuse de travail pendant six mois au Secrétariat ou dans les Bureaux régionaux pour le renforcement des capacités.
- Quatrièmement, je créerai un Centre d'excellence en matière douanière, reposant sur une expertise dans le domaine de la recherche, notamment sur des questions émergentes telles que l'intégration régionale, la protection de l'environnement et la coopération entre les services de contrôle aux frontières. Ce Centre permettra aux Administrations des douanes de développer leur rôle en tant que principal service de gestion des frontières et se penchera sur l'extension de ses responsabilités, grâce à un dialogue et une coopération menés de près avec les partenaires publics et privés.





## Royaume-Uni

- **Nom** : Tweddle
- **Prénom(s)** : Douglas
- **Sexe** : M
- **Date de naissance** :  
23 février 1948
- **Lieu de naissance** :  
Royaume-Uni
- **Nationalité** : Britannique
- **Connaissances linguistiques**
  - Langue maternelle  
Anglais
  - Autre(s) langue(s)



	Lire	Ecrire	Parler
<b>Français</b>	Assez bien	Pas très bien	Pas très bien

### Expérience professionnelle

J'occupe le poste de Directeur chargé des questions douanières et internationales au sein de l'Administration des douanes et accises du Royaume-Uni.

Je possède une expérience très étendue de tous les domaines douaniers. En effet, j'ai débuté ma carrière en tant qu'agent en poste à la frontière dans un service chargé de la lutte contre la contrebande, ensuite j'ai été sélectionné pour suivre le programme de formation accélérée pour les cadres au siège de l'Administration, puis ai été détaché pendant deux ans auprès d'une importante société d'expédition de conteneurs.

J'ai ensuite été chargé des systèmes de traitement de l'Administration des douanes du Royaume-Uni et ai été Responsable des enquêtes douanières pendant plus de cinq ans.

J'ai géré l'ensemble des questions douanières dans le premier aéroport international au monde en matière de trafic.

Au cours des cinq années passées à l'OMD au poste de Directeur du Contrôle et de la Facilitation, j'ai dirigé les travaux qui ont donné lieu à la Convention de Kyoto révisée et mené à bien l'extension du réseau mondial de BRLR.

J'ai présidé le Groupe d'action de l'OMD sur la Sécurité de la chaîne logistique qui a conduit à l'élaboration du Cadre de normes SAFE.

A mon retour au Royaume-Uni, j'ai dirigé plus de 17 000 personnes chargées du respect de la loi et géré des budgets annuels de plus de 600 millions de livres sterling.

### Ce que je souhaite accomplir durant mon mandat

- Gérer et élaborer des normes mondiales régissant le travail de la douane.
- Faire en sorte que l'OMD soit considérée comme la principale Organisation intergouvernementale chargée des questions relatives aux frontières.
- Fournir aux Administrations des douanes l'occasion de partager l'expérience acquise par les unes et les autres ainsi que les meilleures pratiques.
- Encourager et faciliter l'échange d'informations et de renseignements entre les Administrations des douanes et autres organismes chargés de faire respecter la loi.
- Appuyer et améliorer les travaux des Administrations des douanes grâce à des programmes de modernisation et de renforcement des capacités.
- Travailler avec d'autres Organisations pour s'assurer que le soutien et le financement nécessaires au renforcement des capacités soient disponibles.
- Analyser les raisons pour lesquelles les Administrations des douanes n'ont pas adopté les instruments de l'OMD et créer un environnement favorisant leur adoption par un plus grand nombre d'entre elles.
- Représenter les Administrations des douanes à l'échelon mondial et régional auprès des autres Organisations internationales.
- Améliorer le mode de fonctionnement du Secrétariat de l'OMD par le biais de dispositions relevant de la bonne gouvernance, d'une plus grande transparence et d'une répartition plus efficace des ressources.

### Ma vision de l'avenir de l'OMD

Nous nous appuyerons sur les succès et les progrès de ces dernières années notamment en matière de développement et de mise en œuvre des normes visant à accroître la sécurité de la chaîne logistique internationale et de l'aide apportée aux Administrations des douanes dans le cadre de leurs initiatives en matière de développement. La voix de la douane doit se faire entendre avec plus de clarté à l'échelon mondial et auprès des gouvernements et je continuerai dans cette voie tout en maintenant le budget de l'OMD en équilibre.

L'OMD sera perçue comme la principale Organisation intergouvernementale chargée des questions relatives aux frontières. La douane se positionnera en chef de file à la frontière. Nous étudierons les bonnes pratiques appliquées dans le cadre de la gestion intégrée des frontières et fournirons avis et assistance aux Administrations membres. Nous soutiendrons l'environnement commercial international moderne en aidant les autres agences gouvernementales à développer un système de guichet unique, d'opérateurs économiques agréés et un modèle de données mondial pour le commerce international.

Le renforcement des capacités demeurera un volet clé des activités de l'OMD mais sans oublier la force technique et opérationnelle de l'Organisation au sens large. Le renforcement des capacités, la gestion et les travaux techniques seront réalisés en partenariat avec d'autres Organisations pour s'assurer le soutien et le financement nécessaires. L'OMD sera un Centre d'excellence et agira en tant que catalyseur s'agissant d'aider les Membres à réaliser leurs programmes de développement.



## République populaire de Chine

- **Nom :** Zhu
- **Prénom(s) :** Gaozhang
- **Sexe :** M
- **Date de naissance :** 1<sup>er</sup> mai 1955
- **Nationalité :** Chinoise
- **Lieu de naissance :** Beijing
- **Connaissances linguistiques**
  - Langue maternelle  
Chinois
  - Autre(s) langue(s)



	Lire	Ecrire	Parler
<b>Anglais</b>	Très bien	Très bien	Très bien
<b>Français</b>	Bien	Assez bien	Assez bien
<b>Allemand</b>	Bien	Assez bien	Assez bien
<b>Russe</b>	Assez bien	Assez bien	Assez bien

### Expérience professionnelle

Depuis 2000 : Directeur général adjoint puis Directeur, Service de la coopération internationale (GACC). Responsable de premier plan notamment des activités suivantes :

- Promotion de l'adoption et de la mise en œuvre par la Chine de la Convention de Kyoto révisée et du Cadre de normes SAFE ;
- Lancement du projet pilote « Voies commerciales sûres et intelligentes » entre la Chine et la CE ;
- Mise en place du calendrier stratégique et de la gestion de la coopération bilatérale entre les douanes chinoises et plus de 100 Administrations douanières d'autres pays ;
- Conduite des négociations d'accords d'assistance mutuelle en matière douanière ;
- Développement de la stratégie internationale de renforcement des capacités des douanes chinoises, aboutissant à la fourniture d'une assistance technique à presque un millier de fonctionnaires des douanes dans près de 50 pays ;
- Poursuite de la formulation et de la mise en œuvre du plan stratégique régional 2005-2006.

1996-2000 : Conseiller douanier, Mission permanente de la Chine auprès de l'UE à Bruxelles. Responsable de toutes les questions douanières en rapport avec l'OMD et la Communauté européenne et ses États membres.

1992-1996 : Directeur adjoint puis Directeur, Coopération bilatérale, Service de la coopération internationale (GACC).

1982 : Rejoint les douanes chinoises.

### Ce que je souhaite accomplir durant mon mandat

#### Assistance

- Approfondir les recherches sur le terrain et les diagnostics afin d'identifier les besoins les plus aigus des Membres, notamment ceux des pays en développement et des pays les moins avancés ;

- Fournir des solutions sur mesure, des avantages concrets et une assistance pour renforcer les capacités des Membres en développement en recherchant davantage de financement et en assurant une meilleure répartition des ressources.

#### Coordination

- Maintenir et développer une relation équitable, mutuellement bénéfique et interdépendante avec les Organisations internationales concernées ;
- Renforcer les contacts et la coopération douane-douane, douane-entreprises et douane-secteur public en développant des modèles d'échange d'informations et de reconnaissance mutuelle largement acceptés.

#### Ciblage

- S'assurer que le Secrétariat consacre davantage d'attention à l'analyse des politiques et aux stratégies basées sur la recherche ;
- Faire en sorte que la douane devienne un service national prépondérant au sein du gouvernement et la principale administration aux frontières.

#### Innovation

- Une culture douanière caractérisée par un professionnalisme sans égal et une reconnaissance globale ;
- Un vivier international d'experts douaniers.

#### Optimisation

- du processus de prise de décisions grâce à une augmentation raisonnable du nombre de Membres de la Commission de politique générale correspondant à l'augmentation du nombre de Membres de l'OMD ;
- de la gestion du Secrétariat de façon plus transparente, plus rentable et plus responsable.

#### Pilotage

- Mettre au point des approches innovantes et dynamiques visant à promouvoir l'adoption et la mise en œuvre des normes, outils et instruments de l'OMD et d'autres Organisations internationales associées ;
- Améliorer les compétences des Membres en matière de contrôle dans le domaine de la sécurité et de la facilitation des échanges, des DPI, de la protection de l'environnement, la lutte contre la corruption et d'autres délits douaniers émergents.

#### Ma vision de l'avenir de l'OMD

En réponse aux défis sans précédent du 21<sup>ème</sup> siècle, l'OMD, qui est le point de rencontre de la communauté douanière internationale, devra changer pour devenir :

- une Organisation technico-stratégique capable de réagir rapidement face aux défis, jouant un rôle actif dans la facilitation des échanges, la protection de la communauté, la sécurité nationale et la paix dans le monde ;
- une Organisation tournée vers l'extérieur, profondément reconnue et soutenue par les parties prenantes, qui inspire confiance aux donateurs et attire un maximum de ressources ; et
- une Organisation à l'écoute de ses Membres, au service de tous ses Membres pour évoluer ensemble, qui encourage une culture unique partagée par des douanes respectées par la société et par des fonctionnaires des douanes fiers et respectueux de leur mission.

Special

# THE CUSTOMS EXPRESS

Friday, April 25

Cybernetica AS Official News

5 cents

## TIME-PROVEN RELIABILITY



A new invention in Customs IT simplifies the life of traders, enables Customs authorities to implement the newest security measures, and provides previously unseen ways for information sharing.

As trade volumes have skyrocketed over the last decades, the issue of coping with the increasing workload without sacrificing speed or control has become one of the main considerations of Customs authorities.

Globalization has had a major influence in developing international trade, such that Customs authorities now have to handle a mountain of paper-

based documents lodged by traders of various credibility. Under stress, mistakes are easy to make.

**The lock.** Could you imagine the world without it? Could you imagine your life without

**Customs Engine is a highly automated Customs software package perfect for a high-volume trading environment. To learn how to build a modern Customs organization, visit [www.customsengine.eu](http://www.customsengine.eu)**

it? The earliest mechanical locks were used as early as 4,000 years ago in Egypt, and from a sturdy padlock to high-

tech biometric locks, this device has since been synonymous with reliability and trust.

To keep up with increasing reliability requirements, Cybernetica has invented

**Customs Engine**, a software solution that helps Customs authorities to automate processes, decrease fraud, reduce or eliminate paperwork, and implement the newest security measures while meeting the highest standards for dependability.

Customs Engine is a comprehensive package for creating paperless Customs

offices and addressing safety and security issues. Like a quality lock, Customs Engine is something you can count on, and when business is on the line, you want a system that delivers solid performance, no matter the circumstances.

To learn about an invention that will change the world of Customs forever, visit [www.customsengine.eu](http://www.customsengine.eu).



[www.customsengine.eu](http://www.customsengine.eu)



## L'Union douanière européenne : 40 ans de succès

...par László Kovács

Le 1<sup>er</sup> juillet 2008, l'Union européenne (UE) célébrera le 40<sup>ème</sup> anniversaire de son Union douanière. Il s'agit d'une réussite importante dont nous pouvons être fiers. Nous avons parcouru du chemin depuis ces 40 dernières années en construisant une entité douanière unifiée. Ce constat fait, il est légitime de se demander ce que l'avenir nous réserve. Dans quelle mesure le rôle de la douane changera-t-il ? La douane pourra-t-elle continuer à évoluer pour répondre aux nouveaux défis ainsi qu'aux attentes de presque 500 millions de citoyens ? Je suggère que nous ne nous contentions pas d'être des spectateurs passifs face aux événements, mais que nous soyons proactifs face au changement.

### L'Union douanière de l'UE

L'Union douanière a été créée le 1<sup>er</sup> juillet 1968 par les 6 Membres de la Communauté européenne de l'époque. Depuis lors, le nombre de Membres a augmenté de façon régulière pour atteindre 27 Etats, et l'Union douanière a été le témoin d'une évolution constante, avec de grandes avancées telles que l'adoption du Code des douanes communautaire et, en 1993, la création du marché unique.

Une caractéristique commune de toutes les Unions douanières est l'adoption d'un tarif externe commun, mais l'Union douanière de l'UE d'aujourd'hui va beaucoup plus loin. De Dublin à Bucarest, ce sont les mêmes règles et procédures douanières qui s'appliquent. Ainsi, les 27 Administrations des douanes des Etats Membres mettent en œuvre un seul et unique Code des douanes, soutenu par un nombre d'instruments et de dispositifs de coordination qui garantissent une approche commune et un traitement équivalent. En outre, le marché unique signifie qu'une fois dédouanées, les marchandises importées peuvent circuler librement entre les Etats Membres. Ceci présente un avantage pour les citoyens et les entreprises européennes de l'UE ainsi que pour ses partenaires commerciaux. Dans le même temps, les Administrations des douanes partagent une responsabilité conjointe en termes de gestion efficace des frontières extérieures de l'Union européenne.

Le rôle et la compétence de notre Union douanière en matière de politiques douanières multilatérales ont été reconnus à l'échelon

international par l'adhésion des Communautés à l'OMD. Cette adhésion permettra, à long terme, d'améliorer la coopération douanière internationale. Nous soutenons la promotion de normes de qualité et nous profitons de l'expérience acquise par les autres Membres de l'OMD. Nous souhaitons également faire partager nos connaissances en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités, connaissances acquises lors du processus d'élargissement, en contribuant au Programme Columbus de l'OMD.

Avec une population proche des 500 millions, l'Union européenne est le plus grand bloc commercial du monde : en 2007, environ 175 millions de déclarations en douane ont été effectuées – 5,5 par seconde ! Derrière ces statistiques, les défis que nous devons relever sont semblables à ceux auxquels les Administrations des douanes à travers le monde sont confrontées : comment répondre au double défi de la facilitation du commerce et de la protection des citoyens contre les risques posés à leur sécurité, leur sûreté et leur environnement ? Alors que notre approche sera sous bien des aspects unique eu égard au contexte européen, je crois qu'elle sera également pertinente pour bon nombre de Membres de l'OMD.

### Une position de force

Alors que nous réfléchissons au rôle de la douane dans le contexte d'une économie globalisée, il vaut peut-être la peine de rappeler qu'à l'instar de nombreuses Administrations des douanes dans le monde, nous occupons une position de force. Les Administrations des douanes de l'UE agissent au centre même de la chaîne logistique internationale et sont équipées pour jouer un rôle central dans la gestion des frontières extérieures de l'UE.

La douane est également en première ligne pour lutter contre la contrebande, la contrefaçon, la criminalité organisée et même le terrorisme, en garantissant le respect de mesures de restriction et d'interdiction et en fournissant la protection essentielle au consommateur. Elle exerce dès lors une forte influence sur la stabilité et le développement de la société. Ceci explique pourquoi l'UE encourage le développement de normes internationales dans le domaine de la lutte contre la



fraude et contribue activement aux approches mondiales visant à aligner les procédures douanières, telles que la mise en œuvre du Cadre de normes SAFE de l'OMD visant à sécuriser et faciliter le commerce mondial, ainsi que la rédaction de l'Accord commercial multilatéral anti-contrefaçon (ACTA).

#### La facilitation : notre défi

Avec les opérateurs économiques, l'UE a un rôle à jouer en stimulant le commerce international et en assurant la compétitivité de l'économie. Cet engagement n'est pas basé sur une préoccupation nominaliste visant à garantir notre propre bien-être, mais sur la conviction qu'une économie mondiale dynamique sera profitable à tous les pays. Ceci place la facilitation au cœur de nos travaux : nous devons minimiser l'intervention douanière dans le mouvement des marchandises licites. Ceci se reflète dans les politiques externe et interne de l'UE.

A l'échelon international, nous soutenons nos partenaires commerciaux qui souhaitent rationaliser leurs procédures douanières tout en réalisant les contrôles nécessaires. C'est le cas pour l'aide que nous apportons aux pays en développement et c'est également l'objet de la coopération douanière avec nos voisins tels que la Russie afin d'éliminer les goulets d'étranglement à nos frontières communes. Nous développons également des accords de reconnaissance mutuelle de programmes de sécurité et de facilitation des échanges avec les principaux partenaires commerciaux de l'UE comme la Suisse, les Etats-Unis et la Chine. L'objectif de ces programmes est de trouver un moyen de réduire la charge administrative pour les opérateurs commerciaux fiables et connus, avec l'avantage que les ressources ainsi libérées peuvent être utilisées là où elles sont le plus nécessaires. Au niveau de l'UE, nous suivons la même approche en matière de facilitation des échanges et de contrôle.

#### Avancées futures dans l'UE

Deux scénarios ont été envisagés qui, j'en suis convaincu, seront familiers à d'autres Organisations douanières dans le monde :

##### (a) Développements en cours et prévus pour les 5 prochaines années

Il y a trois avancées étroitement liées

- *Amendement apporté au Code des douanes communautaire dans le domaine de la sécurité* et de la sûreté, qui renvoie au Cadre de normes SAFE de l'OMD et introduit une série de mesures permettant des contrôles plus rapides et mieux ciblés, au bénéfice des autorités douanières, des citoyens et des entreprises. L'Amendement demande notamment aux opérateurs économiques de fournir les informations aux autorités douanières avant l'importation ou l'exportation



László Kovács, Commissaire européen chargé de la Fiscalité et de l'Union douanière

vers ou depuis la Communauté européenne, afin de faciliter les opérations des opérateurs fiables dans le cadre du concept d'OEA et d'établir des critères communs de sélection en matière de risques.

- *L'initiative en matière de douane électronique* vise à établir un environnement paneuropéen sans papier, en réduisant les coûts administratifs et de mise en conformité.
- *Le Code des douanes modernisé* simplifiera la législation et rationalisera les procédures et processus douaniers, ce qui procurera des avantages tant aux autorités douanières qu'aux opérateurs économiques.

##### (b) A plus long terme, à partir de 2013

Nous reconnaissons qu'en vue de réaliser une mise en œuvre structurée et planifiée, il conviendra de commencer les travaux préparatoires, y compris l'introduction de nouveaux systèmes, nouvelles procédures et activités, avant 2013.

Ceci étant,

- Notre vision pour l'avenir repose sur le postulat que la douane a une vue d'ensemble unique en matière de contrôle de la chaîne logistique internationale et tente d'atteindre un juste équilibre entre contrôle et facilitation.
- Nous pensons qu'il serait possible de passer à des contrôles reposant sur des systèmes plutôt que sur des transactions, ce qui implique un changement dans les méthodes de travail. Dans le même temps, nous devons également renforcer la gestion du risque et permettre une évolution continue des systèmes TIC.
- Grâce à la coopération internationale et aux accords bilatéraux, nous continuerons à mettre au point des moyens pour l'échange d'informations avec nos principaux partenaires commerciaux, et contribuerons au développement et à l'application de normes internationales.

#### Optimisme et confiance dans l'avenir

Au sein de l'UE, les Administrations des douanes des 27 Etats Membres coopèrent dans un contexte d'objectifs communs et de confiance mutuelle. Le niveau de coopération et de coordination est très élevé. Ceci ne veut pas dire que nous nous reposons sur nos lauriers. Comme toute Administration, nous pouvons toujours nous améliorer et tel est notre objectif. Toutefois, je suis convaincu que la base sur laquelle nous bâtissons est suffisamment solide pour nous permettre d'affronter les défis qui se profilent à l'horizon bien armés.

J'espère que, dans le monde entier, les douanes continueront à travailler ensemble, chaque jour, pour contribuer à la gestion de la globalisation et à la sécurité des citoyens du monde. ●

En savoir +

<http://ec.europa.eu/40Customs>



## >> Améliorer le dialogue entre la douane et le secteur privé en Afrique de l'Est

...par Creck Buyonge

Comme tout ce qui touche aux relations humaines, le dialogue secteur public/secteur privé est complexe. Les contacts qu'entretiennent la douane et le secteur privé sont parfois caractérisés par la suspicion mutuelle, voire même la haine (on parlera de relation de confrontation), ou implique des arrangements illicites qui bénéficient aux employés de la douane et du secteur privé aux dépens de l'intérêt général (une relation immorale). Cependant, nous savons également que, malgré les risques, un dialogue

structuré entre la douane et le secteur privé apporte des bénéfices. Par le dialogue, il est possible de légitimer une réforme douanière, de tirer parti de l'expérience et des compétences du secteur privé, dans des domaines comme la gestion de projet, et de travailler collectivement à une réduction des coûts de l'activité économique et des opérations commerciales. Ceci nécessite un haut degré de transparence et d'ouverture afin d'éviter que les réseaux de relations mis en place ne soient happés par des réseaux de corruption.

Les pays fondateurs de la Communauté de l'Afrique orientale (CAO), le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda, ont estimé nécessaire d'inclure un chapitre entier sur « Le secteur privé et la société civile » dans le Traité établissant la Communauté de l'Afrique orientale (1999). Dans ce chapitre, les Etats partenaires s'accordent à fournir un environnement favorable au secteur privé et à la société civile leur permettant de jouir pleinement des avantages de la Communauté (Article 127), de consolider le secteur privé (Article 128), et de renforcer les liens entre les associations d'entreprises, les organisations patronales, les syndicats et les organismes professionnels (Article 129).

Au niveau régional, le *East African Business Council* (EABC) représente les intérêts du secteur privé des Etats Membres de la CAO. En 2003, anticipant l'admission formelle du Burundi et du Rwanda à la CAO, une délégation de hauts représentants de l'EABC a visité ces deux pays. Ils y ont rencontré séparément les Chefs d'Etat et ont signé un Protocole d'accord de coopération avec la Fédération des entreprises du Rwanda. Le Burundi et le Rwanda ont rejoint la Communauté en juin 2007. Le EABC s'est dès lors positionné comme la « voix du secteur privé en Afrique



Creck Buyonge est le Regional Manager for Africa au Centre for Customs & Excise Studies, Université de Canberra. Il est basé à Nairobi, Kenya.

orientale ». D'autres associations professionnelles, telles que l'*Association of Professional Societies in East Africa* (APSEA) et la *East African Law Society* (EALS) engagent régulièrement le dialogue avec le Secrétariat de la CAO et les Administrations des pays membres sur les questions qu'elles estiment d'intérêt.

Le *Northern Corridor Stakeholders' Forum* (NCSF), qui est présidé par le Commissaire général de la « *Kenya Revenue Authority* », réunit deux fois

par an des membres du gouvernement et de l'Administration publique, dont le Chefs des douanes, et des organismes représentant le secteur privé du Burundi, du Kenya, de l'Ouganda, du Rwanda, et de la République Démocratique du Congo, pour discuter de questions liées à l'amélioration du mouvement des marchandises le long du Corridor Nord desservi par le port de Mombasa. Le Forum se tient sous les auspices du *Transit Transport Coordination Authority of the Northern Corridor*.

Parmi les sujets abordés au Forum figurent l'élimination des tarifs illégaux par les départements gouvernementaux, la révision des procédures de documentation et de dédouanement au port de Mombasa et aux frontières terrestres, l'harmonisation des heures de travail entre départements publics, et l'utilisation

de la technologie de l'information dans le processus de dédouanement. C'est en partie grâce au NCSF que la Banque mondiale finance le projet de Guichet Unique électronique à Mombasa avec pour parties prenantes principales l'Autorité portuaire du Kenya et la *Kenya Revenue Authority*, et qu'un bureau de contrôle juxtaposé a été établi à Malaba sur la frontière entre le Kenya et l'Ouganda.

« Un dialogue structuré entre la douane et le secteur privé apporte des bénéfices. »

Au Kenya, en Ouganda, au Rwanda et en Tanzanie, les relations entre la douane et le secteur privé se sont développées au-delà de la simple consultation et sont envisagées comme un partenariat. Dans ces pays, les Administrations des douanes organisent régulièrement des réunions avec les représentants des organisations professionnelles et cherchent généralement leur adhésion au processus de mise en œuvre de réformes. Au Burundi, il reste encore du travail pour améliorer le dialogue. Contrairement aux autres pays de la Communauté, les douanes du Burundi sont toujours dépendantes du gouvernement



central et les organismes représentant le secteur privé y sont moins efficaces.

Un dialogue structuré entre la douane et le secteur privé au niveau national et régional est une condition clé de la mise en œuvre du Cadre de normes SAFE de l'OMD. L'initiative *Business Action for Improving Customs Administration in Africa* (Action des entreprises pour améliorer les Administrations douanières en Afrique - BAFICAA) a commencé à mobi-



Port de Mombasa

liser le secteur privé à cette fin. Un vrai partenariat suppose que le secteur privé soit organisé et que les partenaires soient conscients de leurs obligations et des limites qu'ils peuvent atteindre.

Bien que beaucoup a déjà été fait dans les circonstances actuelles, le temps est venu pour les douanes et le secteur privé de mettre

en place les structures formelles d'une consultation sur les questions douanières, peut-être dans le style du NCSF. Après tout, le Kenya conduit régulièrement des recherches sur la manière dont la douane remplit sa mission (« *service delivery* ») et l'Ouganda a publié des normes sur le service au client (« *Client Service Standards* ») et le Plan de Modernisation des douanes de Tanzanie insiste sur l'amélioration des relations avec les parties prenantes. Si le secteur privé prend l'initiative de s'orga-

niser pour engager une consultation avec les douanes au niveau national, cela permettra d'éviter pertes de temps et erreurs inutiles et de réduire dès lors le coût de la mise en œuvre du programme d'Opérateur Economique Agréé. ●

**En savoir +**  
[Creck.Buyonge@canberra.edu.au](mailto:Creck.Buyonge@canberra.edu.au)

## >> Le crime transfrontalier et ses implications pour les services douaniers



**Australian Government**  
**Australian Customs Service**



ORGANISATION MONDIALE DES DOUANES



Oceania  
 Customs Organisation

L'Administration des douanes d'Australie est en train de développer un projet de recherche en partenariat avec l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et l'Organisation des douanes de l'Océanie (OCO) dont l'objectif est de donner un aperçu global du phénomène de crime transfrontalier auquel est confrontée la douane.

Il s'agit d'aider les services douaniers dans l'élaboration de stratégies individuelles ou collectives pour combattre au niveau mondial le crime organisé. Cette recherche devrait ainsi permettre d'améliorer le ciblage et aider à évaluer les besoins en termes de ressources nécessaires, de politique et de législation à mettre en place.

Dans un monde où le crime n'a plus de frontières, le rôle de protecteur de la douane devient plus ambitieux et complexe. Les douanes doivent adopter des approches innovantes pour combattre le crime transnational, ouvrant la voie au développement de partenariats internationaux pour garantir la sécurité du fret maritime et sa conformité aux règles.

Les réseaux criminels représentent une menace pour la sécurité et la stabilité de l'économie mondiale. Le phénomène de la globalisation, intensifié par la généralisation des technologies de l'information, et la sophistication grandissante dont fait preuve le crime organisé a rendu le ciblage des activités criminelles plus difficile pour les Membres de l'OMD et de l'OCO.

Dans le cadre de la recherche, une enquête internationale a été lancée en mai 2008 auprès de tous les Directeur généraux des Administrations membres de l'OMD et de l'OCO. Le questionnaire (disponible en ligne en 5 langues : l'anglais, l'arabe, l'espagnol, le français et le russe) est accessible depuis les sites Internet de l'OMD (Membres), de l'OCO et des douanes australiennes jusqu'au 10 juillet 2008. Pour y avoir accès, les participants doivent se munir d'un numéro d'identification unique indiqué dans le courrier adressé aux Directeur généraux.

Ce projet bénéficiera aux Administrations douanières en donnant une vue stratégique globale des activités criminelles transnationales impliquant la douane, en identifiant les tendances et les *modus operandi* du crime transnational, en essayant de s'attaquer aux défis posés par le crime transnational depuis un front douanier uni, et en développant des stratégies internationales pour le combattre. ●

**En savoir +**  
**Mme Claudine Lupton**  
 Senior Analyst  
 Administration des douanes australiennes  
[claudine.lupton@customs.gov.au](mailto:claudine.lupton@customs.gov.au)  
[www.customs.gov.au](http://www.customs.gov.au)  
[www.ocosec.org](http://www.ocosec.org)



## >> Célébration de la Journée Internationale de la Douane dans le monde



Au Ghana, des douaniers sur un char traversent les principales rue d'Accra portant affiches et pancartes et distribuant des brochures d'informations



Douaniers ghanéens ayant reçu un Certificat de mérite de l'OMD



Le Ministre des finances de l'Indonésie félicite des douaniers ayant reçu le Certificat de mérite de l'OMD



Parmi les festivités de la journée en Indonésie : évènements sportifs, associatifs et don du sang



Exposition de la Douane Thaïlandaise sur le trafic de drogue



Le Directeur de la Douane de Thaïlande s'adresse aux participants



L'équipe de lutte contre les trafics de l'Administration des douanes d'Afrique du Sud tenant leur Certificats de mérite en reconnaissance de leurs succès en matière de détection de substances illégales





Des douaniers néerlandais portent la médaille d'honneur remise durant la célébration de la JID 2008



Des élèves nouveaux-zélandais font la connaissance d'un douanier et de son chien dressé à détecter la drogue



Les douaniers de Nouvelle-Zélande font une démonstration d'une machine à rayon X



Journée porte ouverte sur le Hawk IV – un bateau des douanes de Nouvelle Zélande



Exposition sur les drogues prohibées en Slovénie



Douaniers slovènes avec leur Certificat de mérite de l'OMD





## Administration des douanes d'Equateur

### Mission

La Douane d'Equateur est une institution créée il y a 10 ans avec pour mission de gérer les services douaniers de manière efficace et transparente. L'Administration des douanes d'Equateur met l'accent sur la perception efficace des recettes, la facilitation du commerce et de meilleurs contrôles douaniers grâce à des processus intégrés et automatisés. Elle encourage l'esprit de concurrence et la probité pour garantir l'excellence des services fournis aux utilisateurs externes et internes, ce qui en retour permet de contribuer activement au développement de l'Equateur.

### Objectifs

Pour remplir sa mission, l'Administration des douanes d'Equateur s'efforce de tendre vers certains objectifs dont :

- *La réforme des Règlements généraux du droit constitutionnel douanier*

Un des principaux changements est la suppression des Certificats d'Origine relatifs à l'inspection. Ce changement a résulté en une économie de 70 millions de dollars américains par an pour le secteur des importations. Parmi les autres améliorations, figure la suppression de l'approbation de la Banque centrale pour chaque transaction, le renforcement de la gestion des risques et, pour la première fois, la création d'un système contrôlant l'activité des agents en douane dans le but de les tenir responsables des procédures qu'ils effectuent au nom des importateurs et/ou exportateurs.

- *Installation d'un système à rayons-X*

Le système est conçu pour réduire le nombre de contrôles physiques et le temps nécessaire pour centraliser la marchandise. En outre, il constitue un outil permettant de déceler les fraudes.

- *Contrôle des marchés, aéroports et autoroutes*

Un service de contrôle a posteriori a été créé afin de vérifier si les marchandises qui sont entrées sur le territoire ont fait l'objet d'une déclaration correcte et que tous les documents nécessaires ont été fournis. De même, le travail des douanes a été renforcé pour contrôler la contrebande transportée via les autoroutes, ce qui a donné lieu à de nombreuses saisies. Les contrôles ont également augmenté dans les aéroports et au niveau des passagers. Pour cela un nouveau règlement a été élaboré et approuvé. Ce règlement contrôlera l'admission des produits dans le pays et permettra de combler le vide juridique utilisé par les fraudeurs ces dix dernières années pour échapper aux droits et taxes. Grâce à ce nouveau type de contrôle, des marchandises, des stupéfiants et des armes à feu en tout genre ont été saisis.

- *Formation*

La formation continue est la clé de voûte de l'Administration des douanes d'Equateur et, à cet effet, celle-ci a conclu des accords avec d'importantes institutions telles que l'OMD pour renforcer les capacités de formation de l'Administration.

- *Droits de propriété intellectuelle*

Une très grande importance a été accordée à la question des droits de propriété intellectuelle. Dès lors, la loi est appliquée

de façon stricte afin de garantir une concurrence équitable.

- *Création d'un laboratoire*

Dans le but de lutter contre le trafic de produits nuisibles pour l'environnement et les personnes, le premier laboratoire douanier central du pays a été inauguré. Ce laboratoire est doté des dernières technologies et possède une unité qui traite de la « chromatographie gazeuse ».

### Principal objectif

La Douane d'Equateur s'efforce de figurer au rang des meilleures Administrations dans le monde et ses réalisations à ce jour indiquent qu'elle est sur la bonne voie.

### Contacts

<b>Directeur général</b>	Santiago León Abad Nommé le 9 février 2007
<b>Effectifs</b>	1 400
<b>Adresse officielle</b>	Aduana de Ecuador Km 4 1/2 Av. 25 de Julio Vía Puerto Marítimo Guayaquil Ecuador
<b>Date de création</b>	13 Juillet 1998 en tant qu'institution indépendante
<b>Contact</b>	Gabriela Uquillas Advisor Tél. : +593 4 250 0100 Fax : +593 4 248 4251 muquillas@aduana.gov.ec www.aduana.gov.ec

### Organisations internationales/régionales dont l'Equateur est Membre

Conférence des Directeurs de Douanes d'Amérique latine, Espagne et Portugal (COMALEP) • OMC • INTERPOL • Banque Interaméricaine de Développement (BID)

### Conventions internationales relatives à des questions douanières dont l'Equateur est signataire

Membre de L'OMD : 16 décembre 1997  
Convention douanière relative à l'importation temporaire de matériel scientifique : 23 septembre 1969

### Informations générales

<b>Nom officiel</b>	Equateur
<b>Capitale</b>	Quito
<b>Langue officielle</b>	Espagnol
<b>Superficie</b>	256 370 km <sup>2</sup>
<b>Population</b>	13 700 000
<b>Monnaie</b>	Dollar américain
<b>Fête nationale</b>	10 août
<b>Code ISO</b>	EC

### En savoir +

[www.aduana.gov.ec](http://www.aduana.gov.ec)



## Douanes et Services postaux, une longue histoire commune !

Agence spécialisée des Nations unies, l'Union postale universelle (UPU) est chargée de faciliter la communication entre les peuples sur les principes de libre circulation et de droit à tous les citoyens ou entreprises à communiquer au travers des services postaux. Créée en 1874, l'UPU met en œuvre des politiques visant à moderniser et développer le secteur postal au niveau mondial au bénéfice de ses 191 pays membres.

Sa feuille de route pour les années à venir repose sur une stratégie alliant interconnexion, développement et gouvernance. Elle partage donc de nombreux éléments et valeurs avec l'OMD et doit faire face aux mêmes défis en tant que facilitateur du commerce mondial.

Monsieur Edouard Dayan, Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle, a bien voulu préciser pour OMD Actualités les enjeux communs auxquels doivent faire face l'UPU et l'OMD.

**OMD Actualités :** La coopération entre l'OMD et l'UPU s'est organisée au fil du temps au travers de questions présentant un intérêt commun. Quelles sont les grandes tendances qui les ont fait se rapprocher ?

**Edouard Dayan :** L'UPU a été créée en 1874 pour répondre à un besoin qui est toujours d'actualité, aujourd'hui peut être plus qu'hier : l'interconnexion. Avec sa création, un territoire postal unique a vu le jour au sein duquel sont garantis le service universel postal et la liberté de transit. C'est donc tout naturellement que l'UPU s'est tournée vers l'OMD dès sa création en 1947. Un partenariat naturel, car il existe depuis longtemps des liens forts entre les services postaux et les douanes et donc entre l'OMD et l'UPU. Cela remonte avant la Convention de Kyoto

de 1973 (révisée en 1999) qui reconnaît la spécificité du service universel postal. En effet, les relations entre l'OMD et l'UPU se sont développées depuis plus de 50 ans sur des bases de confiance et d'intérêts communs.

Un Comité de contact OMD/UPU est actif depuis de nombreuses années et je voudrais ici rendre hommage à Michel Danet, sous la conduite duquel l'OMD a poursuivi et amplifié sa collaboration avec l'UPU. Cette volonté partagée s'est notamment illustrée par la signature en 2007 d'un accord de partenariat que nous avons conclu tous les deux sur des projets concrets d'intérêt commun. Avec la mondialisation, nos deux Organisations jouent un rôle clé dans les échanges physiques, des échanges qui sont en pleine expansion. Nous le constatons notamment avec l'explosion du commerce électronique au niveau mondial. A ce propos, le Conseil d'Administration de l'UPU a adopté en février une proposition d'adapter notre mission afin de tenir compte de cette dimension de facilitateur du commerce international. Cette proposition sera discutée par notre Congrès qui sera réuni cet été à Genève.

**O. A. :** L'environnement mondial est en perpétuelle évolution et les structures internationales sont obligées de s'adapter voire d'anticiper les changements si elles veulent perdurer. Quelle est la stratégie de l'UPU pour mettre en place le secteur postal de demain ?

**E. D. :** Le secteur postal fait face depuis quelques années à de nombreux changements qui sont autant de défis pour l'UPU. Il y a un phénomène de substitution du support physique au support électronique et des changements dans les habitudes de communication. Il y a aussi des changements au niveau des marchés. Les monopoles nationaux disparaissent dans de nombreux pays ayant pour conséquence une plus grande internationalisation des marchés, des opérateurs, voire des clients. L'UPU a une politique d'ouverture sur l'environnement international et prend désormais en compte tous les acteurs du secteur dans ses activités.

Notre futur cadre stratégique repose sur trois piliers : l'interconnexion, le développement et la gouvernance. Cette stratégie s'articule autour des trois dimensions du secteur postal mondial : la dimension physique (plus globalement la chaîne logistique et le réseau physique), la dimension financière pour les transferts d'argent, et enfin la dimension électronique. De la fusion réussie de ces trois dimensions dépend selon moi, la capacité du secteur postal à se projeter



dans l'avenir. Fort d'une stratégie ambitieuse, fort d'une organisation intergouvernementale et sectorielle efficace, le secteur postal mondial est parfaitement placé pour répondre aux besoins de ses Membres, des acteurs économiques et des populations. Et avec près de 650 000 points de contacts dans le monde, la « supply chain » postale repose sur un réseau de distribution étendu. Le réseau postal est à cet égard unique. Il offre un accès local à un réseau mondial même dans des endroits reculés de la planète et a ainsi un rôle important à jouer dans le développement du commerce, au profit notamment des petites et moyennes entreprises.

**O. A. : L'OMD et l'UPU travaillent sur la base de concepts similaires que sont l'approche multilatérale, la coopération renforcée notamment avec le secteur privé et les autres Organisations internationales, enfin le développement au travers de l'intégration des nouvelles technologies. Quelles sont les meilleures pratiques qui pourraient profiter à nos Organisations respectives ?**

**E. D. :** On reproche parfois aux Organisations internationales, telles que l'OMD, l'UPU ou d'autres, d'être bloquées par le poids des gouvernements, ralenties par les mécanismes de prise de décision, par l'expression des sensibilités diverses que nous représentons, bref d'être organisées sur des principes de gouvernance démocratique. Là où certains esprits chagrins croient voir des faiblesses, j'y vois des atouts et des forces. Notre nature d'Organisation intergouvernementale nous permet d'agir dans un cadre de neutralité totale et nous savons l'importance de la confidentialité des données et de la neutralité des choix technologiques. Notre caractère multilatéral nous permet d'apporter des réponses globales à des problématiques mondiales, aux grands enjeux d'aujourd'hui qui ne connaissent pas de frontières. Nous avons besoin d'une telle forme d'Organisation pour établir des normes et des standards qui s'appliquent à tout un secteur et qui répondent à des vrais enjeux d'intérêt général et d'interconnexion. Si nous n'étions pas des Organisations intergouvernementales et multilatérales pourrions-nous faire entendre la voix de tous, secteur public, secteur privé, pays en développement ou industrialisés afin de faire progresser les économies au bénéfice de tous ?



La régionalisation des échanges et des économies a également un impact sur notre fonctionnement. L'OMD s'est organisée au niveau régional et l'UPU a mis au point des plans de développement régionaux, lesquels structurent notre action sur le terrain en tenant compte des spécificités de chaque région. A titre d'exemple, on peut citer les projets régionaux de mise en place de réseaux de transports routiers en Afrique de l'Ouest et en Afrique australe. Pour

parer aux problèmes d'infrastructures des pays en voie de développement nous avons créé le Fonds pour l'amélioration de la qualité de service (FAQS). Tous les Pays-membres, sauf les pays les moins avancés, contribuent à ce Fonds au moyen d'une majoration des frais de compensation entre pays. En 2007, nous avons ainsi financé 75 projets dans plus de 50 pays, pour un total de 15,8 millions de dollars américains.

Et j'aimerais également citer un exemple partagé avec l'OMD : l'interaction avec le secteur privé. A l'image de l'OMD, l'UPU mis en place en 2005 un Comité consultatif regroupant les parties prenantes du secteur postal autres que les gouvernements ou opérateurs du service universel. C'est une évolution nécessaire pour des Organisations comme les nôtres qui ont vocation d'être des Organisations globales et représentatives. L'intérêt d'une telle ouverture est évident, encore faut-il qu'elle soit faite sur des bases claires. En effet, pour l'UPU, de nombreuses questions de gouvernance, de financement ou de représentativité restent à approfondir.





**O. A. :** Quels sont les défis auxquels fait face votre secteur en terme de douanes ?

**E. D. :** Facilitation, sécurité et technologie sont les éléments clés d'une coopération efficace entre services postaux et douaniers. Comme je l'ai mentionné plus tôt, la mission de l'UPU est de garantir une « chaîne logistique » postale de qualité partout dans le monde, donnant accès à toute personne n'importe où, et notamment aux clients privés et publics. La valeur de cette chaîne augmente avec la globalisation et le développement des activités de l'e-commerce (commerce électronique). La douane est l'un des maillons le plus important dans la chaîne postale pour faciliter le dédouanement rapide et sûr des colis postaux dont 5 milliards traversent les frontières chaque année. De plus, c'est seulement via des processus postaux et douaniers efficaces que nous pouvons assurer l'intégrité de la chaîne logistique contre des activités criminelles ou dangereuses.

Les nouvelles technologies jouent un rôle prédominant si l'on veut garantir la qualité de la chaîne logistique et la compatibilité entre procédures postales et douanières. La technologie de pointe est aussi essentielle pour renforcer le réseau physique postal, et, à l'UPU, nous réalisons de réels progrès et l'avons inclus dans nos actions stratégiques. Le Centre de technologies postales de l'UPU a développé un certain nombre de solutions informatiques pour faciliter la gestion fluide du flux postal depuis la remise du courrier jusqu'à sa livraison. La solution dénommée « International Postal System » (IPS ou IPS Light - Système Postal International) permet aux opérateurs postaux de suivre et tracer l'envoi d'un colis à travers le flux postal. Le réseau de communication électronique Post\*Net de l'UPU permet le transfert de données électroniques entre services

postaux. Aujourd'hui, ils sont plus de 150 à être interconnectés via le système et le réseau de télécommunication.

Cependant, l'interconnexion entre opérateurs n'est pas suffisante si l'on veut parvenir à un système parfait. Les douanes doivent aussi être connectées, de même que d'autres partenaires naturels de la chaîne de transport tels que les lignes aériennes. Pour y arriver, nous devons progresser dans trois domaines : le développement de normes relatives aux données transmissibles, le développement de solutions en matière de saisie de données, et l'interchangeabilité des données entre la douane et les opérateurs postaux. En fait, l'UPU et l'OMD sont déjà en train de développer des données communes des standards et, du côté de l'UPU, nous avons déjà défini le développement d'une nouvelle fonctionnalité dans nos solutions IPS. J'aimerais que la coopération s'intensifie afin d'aboutir à l'interconnexion des outils utilisés par les postes et les douanes le plus tôt possible.

La sécurité est un autre domaine dans lequel nous devons travailler ensemble et plus particulièrement l'amélioration des mesures de sécurité afin d'empêcher la distribution de marchandises contrefaites, illégales et dangereuses, via le réseau postal. Des efforts communs en matière de renforcement des capacités tels que le partage de publications électroniques ou l'organisation de formations devraient également figurer sur un agenda commun.

Je crois que nous sommes sur le bon chemin et qu'ensemble nous pouvons relever les défis dans le cadre de nos mandats respectifs qui nous ont été confiés par nos Membres. ●

#### Edouard DAYAN, Directeur général du Bureau international de l'UPU

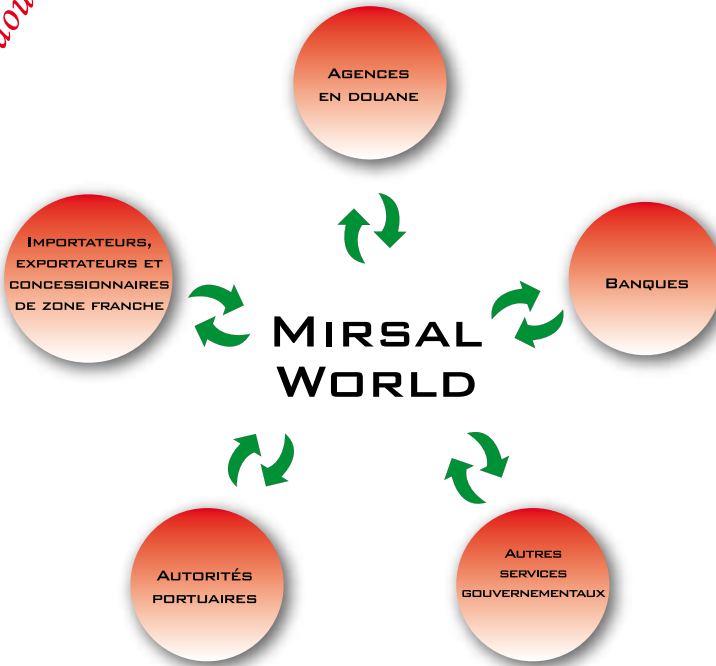


Avant son arrivée à la tête du Bureau international de l'UPU en janvier 2005, Edouard Dayan a occupé de nombreuses fonctions pour La Poste française. Chef du Bureau «Transport Aérien» de 1984 à 1986, il a dirigé successivement les départements «Gestion du courrier international et Comptabilité internationale» et «Stratégie de partenariat international». De 1993 à 1997, il a été adjoint au Directeur des affaires européennes et internationales avant d'être nommé Directeur du même service en avril 1998. Expert à la Commission européenne (1992 à 1993), et Président du Comité du dialogue social européen pour le secteur postal (1994 à 2004), il a participé à la mise en place du cadre réglementaire pour le secteur postal européen, et notamment à la définition et au contenu du service postal universel.

*Solution douanière novatrice*



**Mirsal World**, une solution novatrice pour la douane conçue par DC World, qui facilite le commerce international et rend plus efficace le travail des douanes grâce à son système de guichet unique.



- EXERCICE DES CONTRÔLES PAR LES ORGANES COMPÉTENTS
- EVALUATION DES TRANSACTIONS
- AUDIT DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.
- AUDIT À POSTÉRIORI.
- TARIFS ET RÉGLEMENTATIONS.
- GESTION DES RISQUES.
- GESTION DES ZONES FRANCHES ET DES ENTREPÔTS SOUS DOUANE.

P.O Box 66661 Dubai – U.A.E, Tel: +971 4 3023451/452, Fax: +971 4 3450164 / 3451532  
Email: [dcw@dcworld.ae](mailto:dcw@dcworld.ae), Website: [www.dcworld.ae](http://www.dcworld.ae)



# M.M.C. International B.V.

Tests d'identifications de stupéfiants MMC

## Votre partenaire dans la lutte contre la drogue

MMC est spécialisé dans la production de tests d'identifications de stupéfiants et précurseurs. Ils ont été développés en étroite collaboration, et conformément aux instructions, des services de Police, des autorités douanières ainsi que des laboratoires de médecine légale.



### Avantages:

- Pas de réactifs liquides dangereux
- Fiable et simple d'utilisation
- Aucun neutralisant exigé
- Ecologique
- 1 ampoule seulement
- Résultats immédiats
- Au niveau de fiabilité et de cohérence
- Précis et sensible
- Economique (faible coût)
- Conçus pour les stupéfiants liquides et les précurseurs
- Pas de conditions de transport spécifique



UN Reg. # 149548



Contract Holder  
Contract GS-07F-03771



MMC International B.V. Frankenthalerstraat 16-18, 4816 KA, Breda, The Netherlands

Téléphone: +31-76-5711140, Télécopie: +31-76-5719300, Adresse mail: [info@mmcinter.com](mailto:info@mmcinter.com), Site internet: [www.narcotictests.com](http://www.narcotictests.com)



## Blanchiment de capitaux et financement du terrorisme, beaucoup reste à faire !

Dans le cadre du Forum « Inventons notre futur » dédié à « L'OMD au 21<sup>ème</sup> siècle », le Comité contre le terrorisme (CCT) des Nations Unies représenté par M. Hassan Baage de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (DECCT) a été sollicité pour intervenir sur le thème « La sécurité, un défi pour l'OMD ? »

OMD Actualités en a profité pour l'interviewer sur les propositions visant à renforcer la collaboration entre l'OMD et le CCT. Cette dernière se traduit tout au long de l'année par la participation de l'OMD aux missions in situ réalisées par le CCT pour prendre la mesure des progrès accomplis par les pays dans la mise en œuvre de la résolution 1373 en ce qui concerne le contrôle transfrontalier des personnes, de leurs biens et des marchandises.



**OMD Actualités : Les propositions de contribution de l'OMD pour soutenir les efforts de lutte contre le terrorisme que vous avez formulées portent plus particulièrement sur le blanchiment d'argent notamment le mouvement transfrontalier illégal d'instruments financiers prévu dans la résolution 1373 et la détection des transactions illégales en matière de commerce international pouvant servir au financement du terrorisme. Pourquoi ?**

**Hassan Baage :** Les deux points dont il est question ici se rapportent au mouvement transfrontalier illégal de capitaux qui soit sont issus d'activités terroristes, soit servent à soutenir des activités terroristes.

J'aimerais tout d'abord préciser que les propositions exprimées par la DECCT lors du Forum de l'OMD reposent sur les dispositions de deux instruments des Nations Unies. Premièrement, le paragraphe 2 (g) de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité demande aux États membres des Nations Unies d'empêcher les mouvements de terroristes ou de groupes de terroristes en instituant des contrôles efficaces aux frontières. Ce paragraphe de la résolution ne vise pas seulement à contrôler les mouvements transfrontaliers de personnes, mais également de leurs biens – en particulier de leur argent – ainsi que d'autres instruments financiers et marchandises qui, soit découlent du soutien apporté à des actes terroristes, soit sont susceptibles d'être détournés pour servir au terrorisme. Deuxièmement, la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies, qui a été adoptée par l'ensemble des 192 États membres

en septembre 2006 sous la forme d'une résolution assortie d'un plan d'action, souligne qu'il est nécessaire pour les États membres d'intensifier leurs efforts afin d'éviter et de détecter le mouvement de terroristes et par conséquent le trafic illégal de diverses marchandises.

En ce qui concerne le transport transfrontalier physique d'argent et d'instruments négociables au porteur, l'objectif est de s'assurer de la mise en place de contrôles adaptés et efficaces pour dissuader terroristes et autres criminels (blanchisseurs d'argent, par exemple) de déplacer ou de transporter physiquement leurs fonds au-delà des frontières pour se livrer à des activités meurtrières ou criminelles. On sait déjà que les « passeurs de fonds » jouent un rôle clé dans les opérations de blanchiment d'argent, mais on a de plus en plus de preuves qu'ils jouent un rôle majeur aussi dans le financement des activités terroristes internationales.

De même, les financiers du terrorisme font transiter des fonds via le système commercial international. Cette pratique, appelée blanchiment d'argent lié aux échanges commerciaux (*trade-based money laundering, TBML*), permet aux financiers du terrorisme et aux blanchisseurs d'argent de faire passer l'argent au-delà des frontières, sans risque majeur qu'il soit détecté, car ils évitent ainsi de passer par le secteur de la finance extrêmement réglementé. Le principal objectif de notre proposition dans ce domaine est donc de répondre au besoin des États membres afin qu'ils puissent prendre les mesures nécessaires pour détecter et éviter les mouvements transfrontaliers de capitaux et donc priver les terroristes et les blanchisseurs d'argent de leurs fonds et démanteler leurs opérations.

**O. A : Quel peut être l'apport de l'OMD en la matière ?**

**H. B. :** Nous pensons que, pour ce qui est à la fois des passeurs de fonds et du TBML, l'OMD peut jouer un rôle important en travaillant avec ses Administrations membres au développement et à la mise en œuvre de moyens systématiques de détection et de prévention des mouvements illégaux d'argent et d'autres instruments financiers.

En ce qui concerne les passeurs de fonds, les lois en vigueur sur la lutte contre le financement du terrorisme et contre le blanchiment d'argent nécessitent la mise en place d'une déclaration ou d'un régime de divulgation permettant de réguler les mouvements transfrontaliers ou les transferts de sommes

# Porthus.net Customs



In the near future all customs procedures will be dealt with electronically. The intention of the European Commission is very clear: implement electronically streamlined processes between Customs Authorities in order to become less susceptible to fraud.

But there is a clear difference between dream and reality. Although based on the same EU legislation, Member States use different data requirements, messaging formats, communication protocols and different certification processes. In short, too many worries for companies dealing with international trade.

Porthus.net Customs is your solution for electronic customs in Europe. It enables you to manage your customs declaration and clearance processes in an efficient, electronic way such as Import Declaration, Export Declaration, Transit (NCTS) and the more complex processes such as Customs/Bonded Warehouse,... It combines an easy-to-use interface with a powerful messaging technology allowing access anywhere and anytime. In short, flexibility, efficiency and intelligence tailored to the needs of large and small companies.

The European idea according to Porthus, specialist in OnDemand IT solutions.

**Porthus**  
**Corporate Headquarters**  
Duwijkstraat 17  
BE-2500 Lier  
T. +32 (0)3 800 0600  
F. +32 (0)3 800 0601  
info@porthus.com

[WWW.PORTHUS.COM](http://WWW.PORTHUS.COM)

**porthus**<sup>®</sup>  
BUSINESS WITHOUT BOUNDARIES





d'argent dépassant des seuils prédéterminés. Ces lois requièrent également qu'un organisme compétent – généralement les douanes – soit investi de l'autorité légale nécessaire pour administrer un tel système. Pendant qu'elle assurait le suivi de l'application de la résolution 1373 (2001) au nom du Comité contre le terrorisme, la DECCT a remarqué de manière générale (lorsqu'il s'agissait de mouvements physiques d'argent) que dans les pays où les Administrations douanières avaient mis en place un système pour la gestion d'une déclaration ou d'un régime de divulgation conformément aux lois en vigueur, elles n'avaient pas pris les mesures de contrôle qui s'imposaient, comme la mise en place de méthodologies de ciblage, le développement et l'utilisation d'indicateurs de risque ou l'échange d'informations, l'analyse de ces informations et leur utilisation en tant que renseignements permettant de détecter la présence de passeurs de fonds ou de contrebandiers. Nous pensons que l'OMD peut contribuer de manière importante au développement et à l'actualisation permanente des méthodes pratiques de contrôle/détection, notamment par un travail de contact et de coopération avec des unités spécialisées telles que les unités de renseignement financier (que l'on trouve généralement dans les ministères des finances) et en aidant ses Membres dans leurs efforts de mise en œuvre de telles pratiques grâce à la formation et au renforcement des capacités.

En ce qui concerne le blanchiment d'argent lié à des échanges commerciaux (TBML), l'OMD peut apporter son concours en travaillant avec ses Membres dans l'objectif d'identifier et de cataloguer les différents systèmes de fraude et transactions commerciales frauduleuses utilisés par les financiers du terrorisme et les blanchisseurs d'argent pour transférer l'argent ou sa valeur d'un pays à l'autre, et en déterminant les indicateurs de risque nécessaires pour détecter cet argent et pour former les Administrations membres afin qu'elles puissent les appliquer. Les méthodes utilisées pour le TBML sont globalement les mêmes que les systèmes de fraudes commerciales des douanes et font appel aux pratiques suivantes : marchandises accompagnées de fausses descriptions, facturation multiple de produits et de services, les déficits et les excédents d'envois de marchandises, la surfacturation et la sous facturation de produits et services. L'OMD peut aider ses Membres à développer et à utiliser des méthodologies de surveillance et d'analyse de données commerciales afin de détecter des anomalies dans des transactions commerciales qui pourraient être associées au financement du terrorisme et au blanchiment d'argent et nécessiteraient donc des enquêtes. Le Groupe d'action financière (GAFI) peut être un partenaire précieux dans ces deux domaines car il possède de vastes compétences en la matière.

**O. A :** Les besoins d'assistance technique des Administrations douanières sont importants en matière de lutte contre le blanchiment. L'OMD a pris en juin 2005 une recommandation concernant la nécessité d'élargir et de renforcer le rôle des Administrations en vue de réprimer le blanchiment des fonds et de récupérer le produit des délits. Ce dispositif a été complété en février 2008 par des directives douanières relatives

à la lutte contre le blanchiment de fonds et le financement du terrorisme intégrant les meilleures pratiques utilisées par les Administrations douanières ainsi que des cas exemplaires de méthodes de prévention et de répression. Vous n'êtes pas sans ignorer les difficultés que l'OMD rencontre en termes de capacités humaines et financières, comment le CCT au travers de la DECCT peut aider l'OMD en ce domaine qui revêt une importance capitale en matière de lutte contre le financement du terrorisme ?

**H. B. :** L'une des fonctions les plus importantes de la DECCT est d'identifier, dans le cadre de sa fonction de surveillance, les difficultés rencontrées par les États dans la mise en œuvre de la résolution 1373 (2001), l'assistance technique dont ils ont besoin pour surmonter ces difficultés et comment et auprès de qui ils peuvent obtenir une telle assistance. Le CCT et la DECCT ne fournissent pas d'assistance eux-mêmes, mais ils jouent un rôle de médiateur qui consiste à recenser les besoins et à voir si l'assistance disponible ne peut pas y répondre. La DECCT, grâce à son réseau de donateurs et de fournisseurs d'assistance, peut donc être en mesure de localiser un fournisseur prêt à financer certaines activités de renforcement des capacités dans les deux domaines présentés plus haut. ●

**En savoir +**  
[baageh@un.org](mailto:baageh@un.org)  
[www.un.org](http://www.un.org)

Hassan Baage occupe actuellement le poste de Juriste principal auprès de la Direction exécutive du Conseil contre le terrorisme des Nations Unies (DECCT) du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Il est principalement responsable du contrôle des frontières, notamment de l'immigration, des contrôles douaniers et de la sécurité aérienne et maritime. La DECCT a été créée afin d'aider le Comité contre le terrorisme à suivre la mise en œuvre par les États membres de la résolution 1373 (2001) du Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui demande aux États d'appliquer une série de mesures visant à renforcer leurs capacités juridiques et institutionnelles pour combattre le terrorisme.

Avant de rejoindre l'Organisation des Nations Unies, M. Baage a travaillé en tant qu'Administrateur technique principal à l'Organisation mondiale des douanes de 1998 à 2005. Au cours de cette période, il a participé à l'élaboration du Cadre de normes SAFE, d'accords bilatéraux et multilatéraux aux fins de l'assistance mutuelle administrative douanière, et a travaillé avec les Membres pour harmoniser leurs programmes de contrôle et les rendre plus efficaces.

Avant de venir à l'OMD, M. Baage a occupé plusieurs postes au sein de l'Agence des services transfrontaliers du Canada à Ottawa où il a travaillé dans différents domaines, notamment l'évaluation des programmes, la gestion et la coordination de programmes nationaux de lutte contre la contrebande, et le développement de politiques en matière de respect de la loi.



## Blanchiment d'argent ; initiatives de l'OMD

Le blanchiment d'argent est un phénomène aux conséquences dramatiques pour la stabilité sociale et le développement économique d'une nation. Il ne s'agit pas d'un délit isolé, le phénomène s'entremêle à d'autres types d'infractions dénommées « infractions principales ». Ces infractions relèvent pour partie du crime organisé et d'activités telles que le trafic de stupéfiants, d'armes, de véhicules volés, d'objets d'art, de marchandises



contrefaites. Ces activités criminelles génèrent des rentrées d'argent illégales substantielles qui nécessitent d'être « blanchies » en utilisant moyens et méthodes variées.

La Résolution du Conseil des Nations Unies 1373, adoptée peu de temps après les attaques terroristes du 11 septembre aux Etats-Unis, souligne le lien étroit entre la criminalité organisée transnationale et le terrorisme international. Cette problématique a un impact direct sur la douane et a été intégrée dans ses travaux, notamment dans le cadre des efforts réalisés par l'OMD pour sécuriser la chaîne logistique internationale. Etant donné la place qu'occupent les préoccupations en matière de sécurité sur la scène mondiale et la possibilité que l'argent « sale » ne serve à financer les activités terroristes, la question du blanchiment d'argent suscite une plus grande attention politique et reste résolument à la une de l'actualité.

### La réponse de l'OMD

L'OMD s'est engagée dans la lutte contre blanchiment d'argent depuis le début des années 90. En réponse aux préoccupations croissantes de ses Membres, l'OMD a adopté une « Recommandation concernant la nécessité d'élargir et de renforcer le rôle des Administrations des douanes en vue de réprimer le blanchiment des fonds et de récupérer le produit des délits » en juin 2001. Cette Recommandation a été révisée le 25 juin 2005 pour inclure la prévention du financement du terrorisme.

### Mode d'emploi et liens avec la fraude commerciale

Bien que le blanchiment d'argent soit étroitement lié au trafic de drogue et à d'autres formes de criminalité organisée, il implique souvent d'autres types de fraude douanière telles que la sous/sur évaluation ou la falsification de factures. Les groupes criminels utilisent le système commercial international pour transférer le produit de leurs délits vers l'étranger (ce phénomène est connu sous le nom de blanchiment d'argent lié à des échanges commerciaux). Selon ce schéma, l'argent « sale »

est transféré au-delà de la frontière via le paiement de marchandises dont la valeur a été travestie. En important des marchandises surévaluées et en payant dès lors plus que le prix réel de la transaction, un blanchisseur de fonds agit comme un importateur qui peut transférer de l'argent vers le compte d'un partenaire dans un pays d'exportation.

La douane possède une expérience unique, la connaissance nécessaire, les ressources et l'autorité législative pour

détecter, investiguer et éliminer ce type de fraude commerciale. Le mandat du Groupe de travail sur la fraude commerciale comprend l'étude de la nature et de la portée de la fraude commerciale et l'analyse de sa relation avec le blanchiment d'argent. Compte tenu des études réalisées, la définition actuelle de la fraude commerciale par l'OMD a été révisée pour inclure les aspects commerciaux du blanchiment d'argent. Cette nouvelle définition sera présentée au Conseil de juin 2008 pour approbation. Le Comité de la lutte contre la fraude convient d'encourager la réalisation d'activités conjointes.

Le Secrétariat de l'OMD a récemment publié un rapport sur les résultats d'une étude mondiale portant sur la mise en œuvre de bonnes pratiques pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Réalisée durant l'été 2007, cette étude a conduit l'OMD à développer des « Directives douanières relatives à la lutte contre le blanchiment de fonds et le financement du terrorisme » qui s'appuient sur les informations transmises par ses Membres. Les Directives rassemblent les plans stratégiques de lutte contre la fraude mis en œuvre par les Administrations des douanes. Rapport et Directives ont été approuvés par le Comité de la lutte contre la fraude en février 2008.

De plus, un ensemble d'initiatives conjointes à mettre en œuvre par le Secrétariat de l'OMD et les Administrations membres a été approuvé par le Comité de la lutte contre la fraude dans le but d'améliorer les connaissances portant sur les procédés utilisés aux fins du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, et de mobiliser les compétences douanières existantes pour relever ces défis. Ces initiatives consistent notamment à :

- Collecter les rapports nationaux sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;
- Recueillir des radiographies (rayons-X) indiquant les méthodes de dissimulation de l'argent en espèces ;



- Rassembler du matériel de formation sur les mesures visant à combattre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;
- Mettre à jour la liste des critères de risques pour détecter les passeurs d'espèces à la frontière.

Le BRLR d'Europe centrale et orientale basé à Varsovie a lancé le projet « SEZAM » et produit un rapport analysant le trafic de devises, basé sur les données relatives aux saisies rapportées via Réseau douanier de lutte contre la fraude (CEN). L'objectif de ce travail analytique était d'attirer l'attention des Membres de l'OMD sur les tactiques courantes utilisées pour le trafic de devises et ses liens avec le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il s'agissait également de fournir aux Membres des renseignements stratégiques sur les principales routes de transbordement et celles utilisées par les passeurs afin d'identifier les renseignements et les critères de risques pouvant aider la douane à lutter contre ce trafic à la frontière. Ce projet analytique devrait avoir une suite et faire l'objet d'un rapport annuel. Une copie de ce rapport (en anglais uniquement) est disponible sur la page d'accueil du CEN.

#### Coopération à l'internationale

L'OMD travaille en étroite coopération avec d'autres Organisations intergouvernementales spécialisées, chacune



© Douane française

pouvant ainsi profiter respectivement de l'expertise des autres.

A titre d'exemple, l'OMD a participé au projet d'étude de typologie du Groupe d'Action financière (GAFI) sur le blanchiment d'argent lié aux échanges commerciaux, dont l'objet est d'examiner l'étendue de l'utilisation des transactions commerciales comme méthode alternative pour transférer de l'argent à l'international (système de sur/sous facturation des importations et des exportations). Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site du GAFI : [www.fatf-gafi.org](http://www.fatf-gafi.org)

En outre, l'OMD a co-organisé la Conférence internationale sur les passeurs de fonds illicites les 13 et 14 mai 2008 au Secrétariat général d'Interpol à Lyon (France). La Conférence aura cherché à renforcer la coopération existant entre services de lutte contre la fraude et à favoriser l'union des efforts et le rassemblement autour des initiatives de lutte contre la menace croissante des passeurs de fonds illicites dans le respect des bonnes pratiques internationales. Les conclusions de cette Conférence seront communiquées au Comité de la lutte contre la fraude en février 2009. ●

#### En savoir +

[kazunari.igarashi@wcoomd.org](mailto:kazunari.igarashi@wcoomd.org)

## COTECNA

We provide innovative integrated solutions to Customs



Cotecna assiste les Douanes dans leur processus de modernisation en développant les services et les outils pour répondre aux besoins des Douanes sur un plan mondial.

- > Services scanners
- > Système de gestion du risque (SIAR<sup>®</sup>)
- > Gestion d'entrepôts sous Douane
- > Suivi électronique du transit
- > Evaluation en Douane
- > Assistance technique
- > Sécurisation de la chaîne d'approvisionnement

# Graduate and Vocational Programs

## Graduate and Postgraduate Courses

- Master of International Customs Law and Administration
- Graduate Diploma in International Customs Law and Administration
- Graduate Certificate in International Customs Law and Administration
- Graduate Diploma in Excise Studies
- Graduate Certificate in Excise Studies



Full Time and Part Time enrolments now being accepted.  
Study online or on campus.

## Vocational Courses for 2008 from the CCES Maldives Campus, Male'

- Maritime Enforcement - 15 to 20 March
- HS Tariff - 10 to 15 May
- Risk Assessment, Profiling and Targeting - 09 to 14 August
- Search Techniques - 06 to 10 December



For the full range of courses see [www.customscentre.canberra.edu.au](http://www.customscentre.canberra.edu.au)



[www.customscentre.canberra.edu.au](http://www.customscentre.canberra.edu.au)  
[customscentre@canberra.edu.au](mailto:customscentre@canberra.edu.au)  
+61 2 6201 5487





## Columbus : de l'analyse à la mise en œuvre

Le Programme Columbus (« Aide pour sécuriser les échanges ») est le plus grand programme de renforcement des capacités, mais aussi le plus complet, connu à ce jour. Son objectif est de mettre en œuvre le Cadre de normes SAFE visant à sécuriser et faciliter le commerce mondial (Cadre de normes SAFE), la Convention de Kyoto révisée (CKR), et de préparer les Membres de l'OMD à l'aboutissement des négociations de l'OMC sur la facilitation des échanges. 152 Membres de l'OMD se sont engagés à mettre en œuvre le cadre SAFE. Sur les 110 Membres qui ont demandé à l'OMD de les aider dans le cadre du Programme Columbus, 105 ont déjà bénéficié d'une mission de diagnostic Phase 1 ou ont confirmé qu'ils avaient l'intention d'accueillir une telle mission. Environ 70 Membres se sont engagés dans la Phase 2 (mise en œuvre). 110 missions nationales et 14 missions régionales ont déjà été réalisées et un Atelier Phase 2 de formation à la rédaction de plans d'action a été organisé. Les langues de travail de Columbus sont : l'anglais, le français, le russe, l'espagnol, le portugais, l'arabe, le chinois.

*« La Phase 1 du Programme Columbus s'est avérée très utile pour nos Membres et les Organisations donatrices. La Phase 2 bat son plein et les effets positifs se font déjà ressentir dans toute la chaîne commerciale. Pour la première fois, une vague de changements stratégiques déferle sur le monde douanier, avec tous les avantages qui en découlent pour les gouvernements, Administrations des douanes, opérateurs économiques et transporteurs. En termes douaniers, il s'agit d'une avancée historique ».*

*Michel Danet  
Secrétaire général de l'OMD*

Les pages qui suivent présentent les premiers résultats de la mise en œuvre de Columbus. De manière significative, les activités ont été générées et entreprises par les Administrations des douanes elles-mêmes, qui à leur demande, ont bénéficié du soutien du Secrétariat, des fournisseurs d'assistance et des donateurs. Le rôle de l'OMD a été celui d'un catalyseur facilitant et soutenant la modernisation douanière et la mise en œuvre pratique des normes internationales. Il existe des points communs, mais

également des différences. Il est clair que les activités sont stratégiques de nature et reflètent les besoins des Administrations individuelles.

La Phase 2 comportera encore plus d'exigences que la Phase 1. Les défis sont variés et leur portée diffère d'une Administration à l'autre. De même, les Membres ont différents rôles et capacités pour introduire les changements. Il faut mobiliser toutes les forces pour qu'elles agissent de concert. Le Programme Columbus de l'OMD a déjà porté ses fruits et l'OMD s'est engagée à poursuivre ce programme avec succès.



### Communauté de l'Afrique de l'Est

*« En ce qui me concerne, la perspective du développement régional crée des synergies structurées qui amélioreront les résultats pour les économies de la région en fonction de l'augmentation des échanges au sein de la CAE, ainsi que pour les principaux partenaires commerciaux, et les partenaires extérieurs. En mettant en œuvre le Programme régional de la CAE reposant sur les développements nationaux progressifs, la région sera plus forte et pourra engager de nouvelles initiatives telles que la reconnaissance mutuelle de l'OEA à l'échelon régional.*

*Allen Kagina  
Présidente du Groupe directeur du Programme de la CAE  
Commissioner de l'Administration fiscale d'Ouganda*

La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) a mis au point un plan régional pour la mise en œuvre des recommandations communes émanant des rapports de missions de diagnostic du Programme Columbus. Un Plan stratégique a été accepté et un programme de modernisation a été défini, avec 3 grands projets et deux projets de soutien. L'objectif précis est d'aider les Administrations des douanes de la région de la CAE (Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzanie, Ouganda) à concevoir et mettre en œuvre un programme de réforme régional complet visant principalement à :

- Renforcer la gestion du commerce avec une mise en œuvre progressive du Programme d'OEA
- Progresser vers la création d'une Union douanière tel que le souhaite la CAE
- Introduire une approche plus générale de la gestion de la frontière et du risque

Ces objectifs sont sous-tendus par deux projets qui développent et mettent en œuvre une stratégie en matière de RH et de communication pour la région.

Un plan d'assistance sur cinq ans, entièrement financé par l'Agence suédoise de coopération au développement international (SIDA) vient d'être signé et sera déployé en plusieurs étapes. Les éléments clés de ce plan sont : un Groupe directeur, un Responsable du programme régional, un Mandat, et la participation d'opérateurs économiques et d'autres parties intéressées.



## Brésil

« L'approche globale de l'OMD a eu une incidence importante sur la direction future de la Douane brésilienne ».

Clecy Lionco  
Secrétaire-adjoint des douanes  
Secrétariat des Recettes fédérales du Brésil

Le Brésil a réalisé un projet afin de réaliser une étude en interne et en externe et des entrevues du personnel et de toutes les parties intéressées, afin de comparer les modèles administratifs et procéduraux et préparer un Plan de modernisation douanière. Le processus adopté correspond à la Stratégie de l'OMD en matière de renforcement des capacités et suit les recommandations et la structure du diagnostic de l'OMD. Le Programme Columbus contribue à soutenir les cadres et donne une garantie de qualité pour le programme de modernisation.

La mise en œuvre a déjà commencé avec des projets de modernisation qui portent principalement sur :

- L'amélioration des fonctions de lutte contre la fraude et de protection des frontières.
- La mise en œuvre d'un nouveau système de contrôle des marchandises avec transmission électronique préalable des informations.
- Le développement d'une nouvelle solution informatique en matière de gestion du risque.
- La révision des stratégies en matière d'éthique pour les aligner sur la Déclaration d'Arusha et les outils sur l'Éthique de l'OMD.

La nouvelle mission de la douane a permis de réaliser d'importants investissements en équipements opérationnels et tactiques.



## Guatemala

L'Administration des douanes du Guatemala qui fait partie de l'Administration fiscale (SAT), est un autre grand succès de la région des Amériques. Un diagnostic du Cadre de normes SAFE a été réalisé en 2005 et la douane a méthodiquement et progressivement introduit des changements en utilisant une approche globale comprenant notamment le développement de nouveaux processus, l'installation de nouvelles applications informatiques, le développement des ressources humaines et de l'éthique. Reconnaisant l'importance des ressources humaines, le SAT a mis en œuvre un programme qui constitue une base solide pour professionnaliser le service. Parmi les éléments qui sont en train d'être développés figurent :

- Indicateurs de performance clés
- Définition des paramètres du Programme d'OEA
- Exigences professionnelles pour des tâches spécifiques
- Education et formation supplémentaires
- Un processus de contrôle précis qui repose sur l'analyse du stress dans la voix

L'Administrateur du SAT a reconnu l'importance du service des douanes pour le Guatemala et a pris des initiatives s'agissant du développement de la douane, en renforçant le statut de l'Organisation et en jouant un rôle prépondérant dans la région.

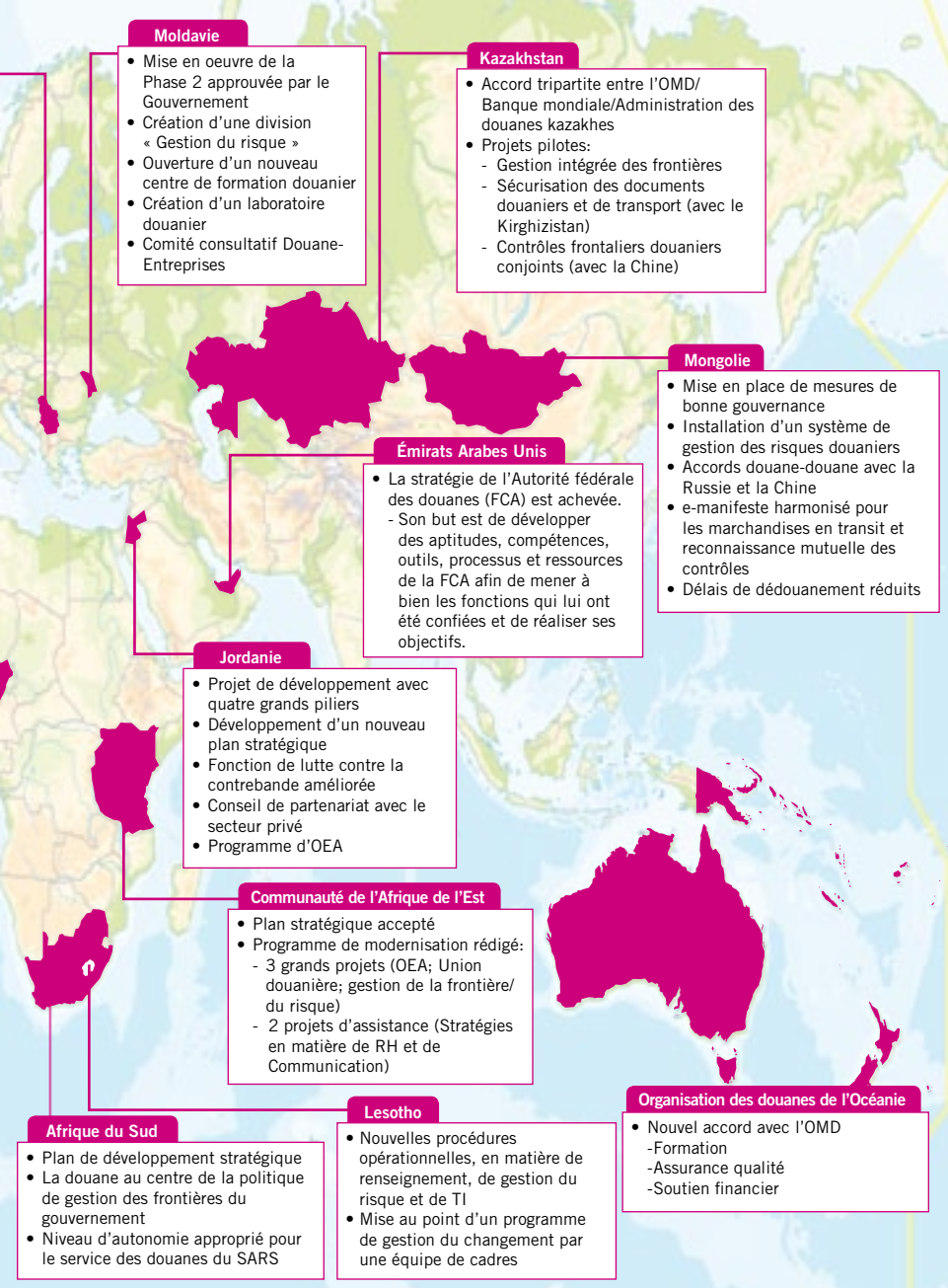


## Émirats Arabes Unis

Des plans complets de gestion et de développement des ressources humaines ont été élaborés d'après la stratégie de la Federal Customs Authority (FCA), découlant des recommandations de l'étude de diagnostic de Phase 1 de l'OMD. Les travaux ont d'abord consisté à analyser les descriptifs de postes actuels et à recenser les changements nécessaires. Il est prévu ensuite de définir les compétences personnelles, fonctionnelles et techniques nécessaires pour les performances actuelles et enfin d'évaluer les compétences du personnel actuel de la FCA, ce qui permettra de formuler par la suite un plan de transition et de développement.

Des systèmes de gestion, de mesure, de suivi et d'évaluation des performances sont en cours de définition et la FCA comparera la structure de son organisation avec les meilleures pratiques existantes dans ce domaine.

D'autres plans consistent à recenser les besoins en matière de formation et de développement, à établir une politique de gestion financière, des normes et procédures et à définir un système d'évaluation, pour mesurer l'impact et la rentabilité de la formation.



## Argentine

L'approche visionnaire de la douane argentine a conduit au développement de ce que les argentins appellent le « laboratoire » qui est essentiellement un Centre de gestion centralisée du risque et de « réponse rapide ». Le Siège de l'Administration des douanes se trouve à Buenos Aires, et sert de centre nerveux permettant de visualiser toutes les activités du pays. Grâce à un vaste système de surveillance par caméra en circuit fermé, à un système GPS installé sur les camions et un système de gestion du risque qui est constamment mis à jour, ce dispositif peut répondre à toutes les situations. Une forte implication du Directeur général et du Directeur général adjoint sous-tend un processus de prises de décisions fort conduisant à une équipe dirigeante très bien informée et très engagée.

Les manipulations illicites des marchandises ont fortement diminué suite à l'introduction de scelllements électroniques avec système GPS, qui ont réduit les incidences de manipulation et de vol, et ont permis à l'Argentine d'exporter ses conteneurs en bénéficiant d'une forte crédibilité auprès des autres pays. Une communication efficace avec les douanes d'autres pays a permis de réduire les contrôles des marchandises en provenance d'Argentine. Une autre facette de l'approche pluridimensionnelle qui comprend le « laboratoire », est l'utilisation de scanners pour sécuriser les marchandises à l'exportation. Cette initiative a conduit à de meilleures relations de travail et à une plus grande communication avec d'autres autorités douanières. L'Administration des douanes d'Argentine a une relation professionnelle non conflictuelle avec le secteur privé et a développé le programme d'OEA qui fait partie du Plan stratégique visant à faciliter et sécuriser le commerce.

L'Argentine a utilisé le Cadre SAFE pour obtenir le soutien politique nécessaire pour effectuer les changements. Il s'agit d'une Administration des douanes engagée et dynamique, qui contribue à guider la région des Amériques en ce 21<sup>ème</sup> siècle.



## Nigeria

Avec l'aide du Secrétariat de l'OMD, le service des douanes du Nigeria a élaboré un plan de développement pour une réforme visant à répondre aux exigences du Cadre de normes SAFE et à suivre l'agenda de développement ECOWAS. Les coûts du programme ont été entièrement chiffrés et une équipe nationale de gestion du programme a été constituée.

Une étude sur le temps nécessaire pour la mainlevée des marchandises a été effectuée en 2007, permettant d'identifier des domaines de développement prioritaires. Les contrats actuels passés à des prestataires de services, faisant appel aux compétences du Secrétariat, ont été redéfinis et intègrent désormais le soutien financier apporté au programme de développement, principalement dans le domaine du développement des ressources humaines. En janvier 2008, une analyse complète des besoins a été conduite et aboutira à la définition de stratégies de gestion des ressources humaines et de formation, destinées toutes les deux à accompagner les évolutions d'ordre organisationnel et technique.

L'équipe de gestion du programme, qui travaille avec les prestataires de services, poursuivra le déploiement du système ASYCUDA++ selon les prévisions et dans l'objectif de positionner correctement le réseau national de scanners fixes et mobiles pour le fret.



## Maroc

Suite à la mission de diagnostic, les douanes marocaines ont engagé des mesures de modernisation pour répondre aux normes du Cadre de normes (SAFE) de l'OMD. Des fonctions de recherche et de renseignement ont été mises en place afin d'améliorer le travail de lutte contre la contrebande. Le système de dédouanement « SADOK » a été mis à niveau et s'appelle désormais « BADR ».

Un système transparent de gestion des ressources humaines, répondant aux besoins du Plan stratégique, est en cours de mise en place, favorisé par l'adoption de la Déclaration d'Arusha, des outils de l'OMD sur l'éthique et d'un Code de conduite transparent.

La législation douanière a été modifiée pour satisfaire les exigences liées à la sécurité et à la facilitation de la chaîne logistique.

La pratique de la gestion des risques et du ciblage a réduit les délais de dédouanement et conduit à un ciblage plus efficace pour la lutte contre la fraude.



## Moldavie

La douane moldave a lancé toute une série d'initiatives basées sur les recommandations de l'OMD. Lors de la cérémonie d'ouverture d'un nouveau Centre de formation douanier à Chisinau en 2007, le Premier Ministre de Moldavie a remercié l'OMD pour l'assistance que celle-ci a fourni et a exprimé son fort soutien politique pour le programme de renforcement des capacités douanières. Les principaux donateurs et des représentants de l'OMD étaient également présents.

Dans le cadre des Plans de la Phase 2 approuvés par le Gouvernement, de nouvelles unités ont été créées pour la gestion du risque, l'analyse et la planification stratégique et le classement des marchandises. Un laboratoire des douanes a été créé et un Comité consultatif Douane-entreprises a été formé.

La Douane et le Ministère de l'Intérieur ont signé un accord de coopération qui permet d'avoir des unités mobiles communes et d'organiser d'autres activités afin de lutter contre les fraudes douanières et la contrebande.

Le Code des douanes a été amendé afin d'introduire des procédures de dédouanement simplifiées et le concept de Guichet unique. Une procédure électronique de déclaration des marchandises a été introduite.

Parmi les activités futures, figure un programme de séminaires et d'ateliers de formation de l'OMD.



## Organisation des douanes de l'Océanie

Columbus à la découverte des îles du Pacifique !

*« Le programme Columbus sera une aide fondamentale au développement des services douaniers dont nous avons besoin pour faire face aux enjeux souvent très spécifiques dans cette région. »*

Robert Taylor  
Secrétaire général de l'Organisation des douanes de l'Océanie

Selon les termes du nouvel accord entre le Secrétariat de l'OMD et l'Organisation des douanes de l'Océanie (OCO), le programme Columbus s'est élargi à l'Océanie sous le nom de « Fai Folau », qui signifie « voyageur ».

Cet accord porte à la fois sur la formation, l'assurance qualité et le soutien financier nécessaires pour aider la région dans ses efforts visant à rejoindre la communauté douanière internationale en appliquant le Cadre de normes SAFE. Des missions de diagnostic financées par l'OMD ont été conduites en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Fidji. Une autre mission est prévue d'ici peu à Vanuatu.

Avec des facilitateurs Columbus agréés à l'échelon local et international, formés à Nadi (Fidji) et à Auckland (Nouvelle-Zélande) en février 2008, la région est désormais en mesure de lancer la Phase 1 du programme, qui sera suivie rapidement de la Phase 2, entre juin et décembre 2008. Le premier rapport régional sur les tendances et pratiques devrait être terminé d'ici fin 2008.

Le Secrétaire général de l'OCO se réjouit des engagements pris avec l'OMD jusqu'à présent et de l'esprit de coopération qui s'est établi.



## Kazakhstan

*« La phase de développement du Service des douanes du Kazakhstan bat son plein. La mise en œuvre d'une série de réformes visant à renforcer son fonctionnement, augmenter l'ensemble des échanges commerciaux du pays, améliorer le climat d'investissements, aligner le Code des douanes sur les normes internationales, indique que le Service des douanes du Kazakhstan est sur la bonne voie. »*

Bolat Zhamishev, Ministre des Finances, Kazakhstan

Le Kazakhstan mettra en œuvre la Phase 2 du Programme Columbus dans le cadre de son programme de modernisation global qui est conjointement financé par la Banque mondiale (18,5 millions de dollars américains) et le Gouvernement kazakh.

Le Programme de modernisation de la douane kazakhe pour 2007-2009 et le Projet de développement douanier de la Banque mondiale pour 2008-2012 ont été élaborés sur la base des recommandations de l'OMD et seront mis dans le cadre d'un accord tripartite entre l'OMD/la Banque mondiale/l'Administration des douanes du Kazakhstan qui a été signé le 6 mars 2007.

Une nouvelle Unité de modernisation et de développement stratégique a été créée afin de coordonner la mise en œuvre. Des projets pilotes avec la douane chinoise ont été lancés et portent sur les contrôles douaniers conjoints (décembre 2007) et la gestion intégrée des frontières (janvier 2008). En outre, un projet pilote sur la Sécurisation des documents douaniers et des documents de transport avec la douane du Kirghizistan a démarré en avril 2008 (SAFE-Package).

Des amendements au Code des douanes transférant toutes les fonctions des autres services à la frontière vers la douane ont été soumis au Parlement kazakh pour approbation.



## Serbie

Le Plan d'action stratégique basé sur les recommandations de Phase 1 de l'OMD a été établi en janvier 2008. Un projet de 30 mois sur l'évaluation de l'analyse de risques dans les pays de l'ouest des Balkans (RACWEB) a démarré au 1<sup>er</sup> janvier.

Des ateliers OMD de Phase 2 ont été organisés en 2007 sur la gestion et l'analyse de risques et sur le support informatique, aboutissant à l'introduction d'un système de gestion du risque.

Un accord a été signé avec l'OMD pour mettre en place le programme e-learning de l'OMD. Par ailleurs, des directives sur les fonctions d'audit a posteriori ont été publiées et un système de tarifs intégrés (TARIS) est partiellement mis en œuvre.

Un accord a été conclu avec les administrations douanières de pays voisins pour l'échange électronique de listes d'informations douanières.



## Mongolie

Les douanes de Mongolie adoptent une série de meilleures pratiques découlant des recommandations de l'OMD et faisant appel à des instruments juridiques internationaux. Elles sont déjà plus transparentes et moins bureaucratiques, ce qui améliore la compréhension entre la douane et ses partenaires.





Les douanes appliquent désormais un programme national de gestion automatisée des risques. Elles ont mis en place un concept d'opérateur conforme, identifié une base de conformité et échangent désormais des données sur les mouvements transfrontaliers avec d'autres pays. Les transporteurs doivent fournir des informations préalablement à l'arrivée des marchandises, ces informations sont examinées par rapport aux indicateurs de risque de l'OMD. Il est envisagé de mettre en place des contrôles juxtaposés à la frontière entre la Mongolie et la Chine. Des accords ont été conclus également avec la Chine et la Russie sur la reconnaissance mutuelle des contrôles et documents douaniers et sur l'utilisation de manifestes électroniques harmonisés pour les marchandises en transit.

Les délais de dédouanement ont été considérablement réduits, passant de quelques jours à quelques heures seulement, grâce à des procédures simplifiées et au dédouanement électronique proposé à un plus grand nombre de clients.

Le système de traitement automatisé des données douanières, GAMAS, a été mis à niveau pour permettre le développement d'un système de traitement unique communiquant avec d'autres services officiels, les banques, les transitaires et les agents en douane. Ce système encourage la création d'un Gouvernement électronique grâce à un dédouanement sans document papier.

L'application de normes de service client, d'un code de conduite et de formations sur l'éthique pour les fonctionnaires des douanes, ainsi que la mise en place d'un système de vidéosurveillance sont autant de mesures qui montrent à quel point la Mongolie est attachée aux principes de bonne gouvernance.



## Jordanie

L'Administration des douanes de Jordanie a lancé un vaste projet de modernisation qui s'inscrit dans la Phase 2 du Programme Columbus.

Il comprend la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action sur la gestion de la frontière en rapport avec la douane et la mise à niveau et l'intégration de l'infrastructure douanière. La gestion du respect de la loi a été renforcée grâce à l'introduction du concept de guichet unique, de la gestion du risque, d'une fonction du renseignement et d'audit a posteriori. Un Programme d'OEA a été lancé et un accord de reconnaissance mutuelle avec l'Administration des douanes et de la protection des frontières des Etats-Unis (USCBP) sera signé pendant les sessions annuelles du Conseil de l'OMD de 2008.

Le SAT (Systems Approach to Training – Approche systémique de la formation) est utilisé afin de garantir une formation plus ciblée. La capacité informatique a également été améliorée avec l'introduction d'ASYCUDA WORLD et l'accès pour tous les fonctionnaires des douanes à l'Internet et Intranet.

Des campagnes de sensibilisation grâce à l'utilisation de différents médias ont été lancées pour présenter le travail réalisé par la douane et les services qu'elle met à la disposition des parties intéressées. Le Site Internet de la douane a été retravaillé pour inclure des informations en arabe et en anglais. Une nouvelle unité « Service au client » a été créée.

Un Code de conduite pour les fonctionnaires de l'Administration des douanes de Jordanie est l'une des avancées résultant de l'application de la Déclaration d'Arusha de l'OMD et des outils de l'OMD sur l'éthique.



## Lesotho

*«Ce qui est vraiment fantastique avec le Programme Columbus c'est que les Administrations membres de l'OMD n'ont qu'un coup de téléphone à passer pour recevoir l'aide dont elles ont besoin pour mettre en œuvre le Cadre de normes SAFE. Les Membres ont accès à une assistance de haut niveau pour mettre en œuvre leurs projets de modernisation, sans que cela leur coûte quoi que ce soit.»*

Thabo Letjama

Commissioner des Douanes et Accises, Autorité fiscale du Lesotho

Le service des douanes de l'Administration fiscale du Lesotho est l'un des premiers bénéficiaires du Programme Columbus et celui-ci continue à travailler avec le Secrétariat de l'OMD pour mettre en œuvre de profondes réformes douanières. Toute l'équipe des cadres, des chefs d'équipe opérationnels au Commissioner, a développé et convenu d'un programme de gestion du changement prioritaire s'inspirant de la Convention de Kyoto révisée et du Cadre de normes.

Un plan de développement stratégique a été mis au point; celui-ci examine et introduit de nouvelles procédures opérationnelles, en matière de renseignements, de gestion du risque et de TI. Ceci est sous-tendu par des plans de projets bien précis dont un vise à moderniser les installations aux frontières. Des progrès ont été réalisés au niveau des profils des opérateurs économiques et du personnel qui serviront de base à la stratégie de gestion du risque.

L'OMD continue à soutenir des projets en fournissant l'expertise en matière de gestion de projets et de programmes.



## Afrique du Sud

Suite à la mission de diagnostic et avec le soutien de l'OMD, l'Administration fiscale d'Afrique du Sud (SARS) a élaboré un plan de développement stratégique pour la mise en œuvre du Cadre de normes SAFE. Ce plan a permis de placer le service des douanes du SARS au centre de l'initiative visant à développer la politique de gestion des frontières du gouvernement sud-africain. En outre, avec le lancement de ce plan, le SARS a redonné un niveau d'autonomie approprié au service des douanes du SARS. Une unité de développement de la stratégie douanière a été créée pour déterminer les futures orientations de la douane.

Pour mener à bien cette nouvelle mission, le service des douanes du SARS a :

- passé en revue toute la législation douanière, et une nouvelle loi sur la douane, conforme au SAFE, suit actuellement le processus législatif en vue de son adoption ;
- créé une Division nationale de lutte contre la contrebande, avec de nouvelles pratiques standard conformes au Cadre de normes SAFE et un nouveau programme de formation pour le personnel des douanes ;
- développé, en partenariat avec les services économiques et autres organismes gouvernementaux, une stratégie d'OEA qui sera mise en place pendant l'exercice en cours ;
- acheté des scanners pour le contrôle des marchandises ;
- engagé une revue complète des exigences informatiques.

Dans le cadre du programme régional et en tant que membre de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), le service des douanes du SARS a également contribué à l'élaboration d'une approche régionale du développement de politiques, de la gestion des risques, de l'informatique et des procédures douanières, grâce à des actions communes en matière de communication et de développement des ressources humaines.



## Le ZKA reçoit la visite du Secrétaire général de l'OMD



M. Matthias Président ZKA, SG M. Danet en direction de la salle pour la conférence de presse



M. Davrou, Mme Lehnart (interprète), SG M. Danet, Président du ZKA M. Matthias durant la conférence de presse



M. Stefan Kirsch, Chef du BRLR d'Europe de l'Ouest

À l'occasion de la célébration de la journée internationale de la douane dédiée à la lutte contre les drogues et produits précurseurs et de la cérémonie des vœux du Zollkriminalamt (ZKA), le Président du ZKA, Karl-Heinz Matthias a invité Michel Danet, Secrétaire général de l'OMD, aux côtés de représentants du Gouvernement fédéral, du Ministère des finances et d'agents du ZKA.

Après une conférence en présence de journalistes de la presse écrite et télévisuelle allemande, Karl-Heinz Matthias a confié à Michel Danet le soin de remettre un certificat de mérite de l'OMD à trois agents des douanes allemandes s'étant particulièrement distingués en matière de lutte contre le trafic de produits stupéfiants et de précurseurs chimiques.

Ce fut l'occasion aussi pour Michel Danet d'offrir au nom de l'OMD à M. Harald Fröhlich, qui prendra sa retraite au cours de l'été 2008, un trophée en cristal pour son indéfectible contribution à l'amélioration de la lutte contre la fraude douanière au niveau mondial et notamment en tant que Chef du BRLR de l'Europe de l'Ouest, mais aussi pour son professionnalisme, son efficacité et son dynamisme dans l'exercice de la Présidence du Comité de la lutte contre la fraude durant trois années.

Michel Danet a ensuite visité les locaux du ZKA et en a profité pour saluer l'équipe du Bureau régional de liaison chargé du renseignement d'Europe de l'Ouest (BRLR EO) qui a initié l'opération « Fair Play » concernant la lutte contre le trafic de produits contrefaits et piratés fabriqués à l'occasion des Jeux Olympiques de Beijing. Cette action ciblée dont l'Unité de coordination opérationnelle est assurée par le BRLR EO,

se déroule du 1<sup>er</sup> novembre 2007 au 31 août 2008 et vise à renforcer la coopération et l'échange d'informations entre les parties prenantes dont le secteur privé et plus précisément les détenteurs de droit. Elle est mise en œuvre par les onze BRLR de l'OMD avec la participation de la quasi-totalité des administrations Membres.



Discours du Président du ZKA Karl-Heinz Matthias durant la cérémonie

Le précédent responsable du BRLR EO, Mme Heike Barczyk de la douane allemande, récemment nommée au Ministère allemand des finances auprès de l'Unité de la coopération douanière internationale, a été remplacée depuis le 1<sup>er</sup> avril 2008 par M. Stefan Kirsch. Cet agent du cadre supérieur exerçait auparavant ses fonctions au Ministère allemand des finances auprès de la Direction générale des douanes et droits indirects, et était chargé plus spécifiquement

de la coopération douanière européenne en matière de lutte contre la fraude (y compris la coopération douane/police, OLAF et Europol ainsi que les protocoles d'accord).

Toute l'équipe du BRLR EO a posé pour la photo souvenir aux côtés du Secrétaire général.

La rédaction d'OMD actualités adresse ses meilleurs vœux de retraite à M. Harald Fröhlich et tous ses encouragements à M. Stefan Kirsch. ●

**En savoir +**  
[www.zollkriminalamt.de](http://www.zollkriminalamt.de)  
[office@rilo-we.org](mailto:office@rilo-we.org)



Discours du SG M. Danet



Harald Fröhlich (ZKA) recevant un trophée en cristal des mains de M. Danet



Karl-Heinz Matthias aux côtés d'Harald Froehlich (ZKA), Jürgen Thiel (Zollfahndung München), Oliver Bohlender (Zollfahndung Frankfurt), Franz Kohler (Zollfahndung Stuttgart – Service des enquêtes douanières allemand) ayant reçu un certificate de mérite de l'OMD



Dr. Dierk Hahn (Ministère allemand des finances), Mme Vesna KADIC (Directeur Général adjoint, Direction des douanes, République de Croatie), M. Thomas Schoeneck (Ministère allemand des finances)



Mme Vesna KADIC (Directeur Général adjoint, Direction des douanes, République de Croatie), SG M. Danet, Dr. Rainer Mellwig (ZKA), Dr. Dierk Hahn (Ministère allemand des finances)



SG M. Danet et les agents du BRLR d'Europe de l'Ouest (de gauche à droite) : Brian Frederiksen (Danemark), Louis Moreau (France), Hanne Sannerhaugen (Norvège), SG M. Danet, Linn Thier (Allemagne), Martina Schick (Allemagne), Peter Hauschild (Allemagne)



Quatrième Congrès mondial



Des délégués à la conférence



Abbas Abdullah Makki recevant un Certificat de mérite des mains du Secrétaire général de l'OMD

## Le Congrès de Dubaï, un partenariat renforcé

Le 4<sup>ème</sup> Congrès mondial sur la lutte contre la contrefaçon et la piraterie qui s'est tenu à Dubaï du 3 au 5 février 2008 a permis de faire prendre conscience aux participants qu'il était temps de renforcer les actions prises contre ceux qui méprisent les droits de propriété intellectuelle. Accueillis par la douane de Dubaï et sous le patronage de Son Altesse Sheikh Mohammed Bin Rashid Al Maktoum, Vice-Président et Premier Ministre des Emirats arabes unis et Ruler de Dubaï, les participants ont pu profiter d'une soixantaine d'orateurs de haut niveau abordant sous différents angles les défis posés par le commerce croissant des produits contrefaits et piratés.



Ahmed Butti Ahmed, Directeur des douanes de Dubaï, et Michel Danet

Réunissant plus de 1 200 délégués de 90 pays, l'évènement a servi de plateforme aux hauts représentants de gouvernements, d'entreprises et d'organisations internationales pour échanger leur opinion et identifier les actions concrètes à mettre en place dans chacun des domaines identifiés par les membres fondateurs du Congrès comme des priorités : coopération et coordination, aspect législatif et mesures de lutte contre la contrefaçon, renforcement des capacités, campagne

d'information, risques sur la santé et la sécurité. En outre, des sessions spécifiques ont abordé les défis posés dans les zones franches et les pays de transbordement ainsi que la problématique Internet.

Les conclusions du Congrès sont reprises dans la Déclaration de Dubaï qui contient une série de recommandations clés liées à des actions spécifiques.

Les partenaires du Congrès, l'Organisation mondiale des douanes (OMD), l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), la Chambre de commerce

internationale (ICC) par le biais de l'initiative BASCAP, l'International Trademark Association (INTA) et l'International Security Management Association (ISMA), restent plus que jamais unis dans leurs efforts pour lutter contre la contrefaçon et la piraterie. ●

En savoir +

[www.ccapcongress.net](http://www.ccapcongress.net)



S.E. Sheik Ahmed bin Saeed Al Maktoum inaugure l'exposition



De gauche à droite - Richard Heath (INTA), David Benjamin (ICC-BASCAP), Michael Keplinger (OMPI) et Ronald Noble (INTERPOL)



Michel Danet et Ronald Noble, INTERPOL Secrétaire général



## La TI, clé de la gestion intégrée des frontières

Experts internationaux en matière douanière et de gestion des frontières et représentants du secteur de la technologie de l'information se sont réunis à Séoul (Corée) du 23 au 25 avril 2008 pour discuter des apports de la TI en matière d'efficacité et de sécurité. Organisée par la douane coréenne et l'OMD autour du thème « Gestion intégrée des frontières », la Conférence/Exposition 2008 sur la TI a attiré plus de 500 participants.

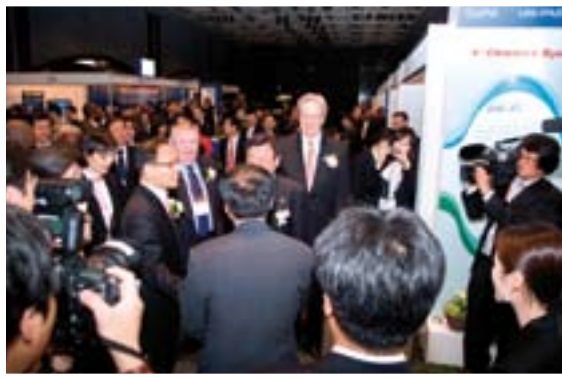
Le Vice-ministre coréen des Finances Choi Joong-kyung a déclaré « la douane devrait servir d'artère principale à l'économie mondiale ». Le Commissaire de la douane coréenne a ajouté « la TI est une part essentielle de l'innovation

douanière », tout en souhaitant que la conférence aide à la mise en place d'un réseau unique mondial dédié à la promotion du développement économique dans le monde.

Les participants ont eu l'opportunité de visualiser les dernières technologies de pointe et de se faire une idée de ce à quoi ressemblera la TI appliquée à la douane dans le futur. La conférence a aussi été l'occasion pour l'OMD de partager expériences et meilleures pratiques avec ses Membres et le secteur privé. ●

### En savoir +

[allen.bruford@wcoomd.org](mailto:allen.bruford@wcoomd.org)





CUSTOMS  
AVIATION  
RAILWAY  
PORTS  
PUBLIC SECURITY

# NUCTECH, Creating a safer world!

NUCTECH COMPANY LIMITED (NUCTECH) is a prestigious high-tech company originating from Tsinghua University. Based on its core radiation imaging and linear accelerator technologies, NUCTECH can provide comprehensive security product series and system safety solutions for customs, aviation, railway, ports, public security and etc. NUCTECH patents all core technology and owns the intellectual property rights to its products.

Add: 2/F Block A Tongfang Building, Shuangqinglu Haidian District, Beijing 100084 P.R.China  
Tel: +8610 62780909 Fax: +8610 62788896



THSCAN™ FS3000



THSCAN™ MB1215DE



THSCAN™ LS1516BA

## Evoluer ou disparaître ; tel est l'enjeu !



internationale au travers d'un flux d'informations virtuel afin de dépasser les barrières temporelles et physiques et ainsi répondre pleinement aux obligations de résultats et de performance qui sont les nôtres aujourd'hui.

Dans un objectif d'ouverture, Christopher Gillis, Editeur du magazine *American Shipper* qui travaille depuis plus de dix ans dans l'environnement douanier international, a été chargé de l'animation. Sous sa houlette, une vingtaine d'experts se sont exprimés chacun sur un des cinq thèmes retenus ; processus de prise de décisions et nature des instruments, sécurité de la chaîne logistique et facilitation des échanges, évolution des missions de la douane et importance d'une stratégie adaptée de renforcement des capacités.

Dans le cadre du cycle des Forums mondiaux « Inventons notre futur », le Secrétariat de l'OMD a organisé autour du thème « L'OMD au 21<sup>ème</sup> siècle », une véritable séance de remue-méninges visant à examiner d'un œil critique l'organisation et le fonctionnement de l'OMD ainsi que ses missions face aux défis majeurs auxquels elle est confrontée. Celle-ci a attiré plus de 150 experts qui ont débattu de ce sujet les 27 et 28 mars derniers à Bruxelles.

L'ouverture du forum a été honorée de l'intervention du Ministre belge des entreprises et de la simplification, Vincent Van Quickenborne, qui, dans son discours dynamique, a donné l'impulsion nécessaire à cet exercice novateur de projection vers le futur. Le maître mot étant la nécessaire évolution des Administrations douanières vers une gestion intégrée de la chaîne logistique

Ce forum aura permis de rapprocher des représentants du secteur privé, d'organismes institutionnels et d'Universités dans un exercice de réflexion constructive qui, à n'en pas douter, fédèrera les synergies pour une meilleure adaptation de la communauté douanière internationale à un environnement en constante évolution et favorisera une anticipation stratégique des changements à opérer.

Pour visualiser les discours et présentations liés à cet événement, rendez-vous sur la page consacrée au programme des deux journées : [www.wcoomd.org/event\\_presentation\\_day\\_1.htm](http://www.wcoomd.org/event_presentation_day_1.htm)

### En savoir +

[www.wcoomd.org](http://www.wcoomd.org)



Le Secrétaire général de l'OMD accueille le Ministre belge des entreprises et de la simplification, Vincent Van Quickenborne



Valentine Rugwabiza, Directeur général adjoint, OMC

# Calendrier des formations OMD 2008



10-12 juin 2008



**EXCLUSIVITÉ  
SECTEUR PRIVÉ**

## Lutte contre la contrefaçon et la piraterie

Améliorez votre compréhension du rôle de la douane dans la protection des droits de propriété intellectuelle. Apprenez comment coopérer avec les Administrations des Douanes.

14-15 octobre 2008



## Système Harmonisé: Règles Générales Interprétatives

Que vous soyez novice ou spécialiste, ce cours fondamental vous permettra d'améliorer vos compétences pour classer vos marchandises en toute confiance.

16-17 octobre 2008



## Formation du Système Harmonisé pour les produits de hautes technologies

Approfondissez votre compréhension de la classification des produits de hautes technologies.

28-30 octobre 2008



## Formation d'Experts sur les Règles d'Origine (Débutants & Experts)

Une chance unique d'approfondir vos connaissances en matière de règles d'origines préférentielles et non préférentielles.

18-19 novembre 2008



## Atelier de formation sur l'Evaluation en Douane et les Prix de Transfert

Renforcez vos connaissances de la détermination de la Valeur en Douane et des Prix de Transfert.

25-27 novembre 2008



## Lutte contre la contrefaçon et la piraterie

Améliorez votre compréhension du rôle de la douane dans la protection des droits de propriété intellectuelle.

LES FORMATIONS DE L'OMD  
SONT DISTRIBUEES PAR:



Langue du cours



Brochure



Formulaire d'inscription

**Vous désirez plus d'information?**

E-mail: [info@premierairtime.com](mailto:info@premierairtime.com) • Tél: +32 (0)2 227 11 26 • Site: [www.premierairtime.com](http://www.premierairtime.com)





## Crime organisé ; lutte mal organisée !

La 5<sup>ème</sup> Conférence mondiale sur la sécurité de l'EastWest Institute s'est conclue sur le constat que, s'il y a bien eu des avancées en termes de sécurité mondiale ces cinq dernières années, répondre à la menace du terrorisme, sous ses formes récurrentes et même parfois nouvelles, reste un défi.

Les débats, qui ont animés le siège de l'OMD du 19 au 21 février, ont notamment porté sur la question du financement du terrorisme passant en revue tout les moyens utilisés aux fins du blanchiment d'argent.

A propos du transfert de fonds effectué hors du système bancaire officiel, ont été abordés les systèmes parallèles de remise de fonds, habituellement appelés « hawalas », le blanchiment d'argent par le biais de transactions commerciales et le recours à des convoyeurs de fonds.

Pour les Administrations douanières, il s'agit de prendre des mesures de contrôle des mouvements de capitaux : contrôle sur les personnes physiques, leurs bagages et leur moyen de transport. Il s'agit également de lutter contre les transactions commerciales frauduleuses maquillant des transactions financières non fondées entre parties.

Michael Schmitz, Directeur du Contrôle et de la Facilitation à l'OMD, a insisté sur l'importance du contrôle non seulement

à l'importation, mais aussi à l'exportation, en transbordement et en transit. Développer une analyse de risque en la matière nécessite une vision globale des transactions ainsi que des agents formés et spécialisés.

Des problèmes tels l'insuffisance des ressources humaines (administrations souvent en sous-effectif), la difficulté de détecter ce type de fraude même pour les agents les plus expérimentés et le manque de volonté de certains pays, dont la priorité est avant tout la collecte des droits et taxes, ont aussi été abordés.

« Lutter contre le blanchiment, c'est un peu chercher une aiguille dans une botte de foin » ont exprimé les participants. « Il s'agit de trouver l'information clé, mais cela suppose un meilleur échange entre les acteurs de la lutte contre le blanchiment. » Or beaucoup reste à faire en matière de collecte, d'enrichissement et de diffusion de l'information. Si on peut parler de réseaux criminels organisés, on ne peut malheureusement que constater une certaine désorganisation du côté des autorités anti-fraude. ●

**En savoir +**  
[www.ewi.info](http://www.ewi.info)



## Un Groupe d'action pour améliorer la mise en œuvre des règles d'origine



La rapide augmentation du nombre d'accords commerciaux préférentiels associée à des règles d'origine complexes et souvent confuses, font partie du nombre croissant des défis auxquels les Administrations des douanes et les milieux commerciaux doivent faire face.

Selon les prévisions, il devrait y avoir plus de 400 accords commerciaux préférentiels d'ici à 2010 qui couvriront plus de 50% du commerce mondial, selon une distribution régionale du commerce préférentiel relativement inégale donnant la part belle aux pays développés.

L'OMD travaille en étroite coopération avec ses Membres pour examiner le niveau et le type de soutien à apporter aux Administrations des douanes et aux milieux commerciaux afin de garantir la bonne gestion et application des règles d'origine qui figurent dans les accords commerciaux préférentiels.

En janvier 2008, un Groupe d'action constitué d'experts en matière de règles d'origine venant de pays représentant toutes les régions et engagés dans plus d'une centaine d'accords, s'est réuni au siège de l'OMD. Les experts ont échangé leurs expériences douanières en matière de gestion des règles et ont examiné des propositions précises sur la façon dont la douane peut améliorer sa compréhension et la mise en œuvre des règles d'origine.

L'OMD a commencé une étude détaillée et complète des différents accords préférentiels en vigueur dans le monde dans l'objectif de développer un cadre de normes mondial qui servirait à la négociation, l'élaboration et la mise en œuvre d'accords préférentiels.

Parmi les autres initiatives pratiques lancées par l'OMD, figurent la création d'une base de données complète sur les accords commerciaux et les règles d'origine afférentes, ces dernières y étant abordées sous l'aspect douanier afin de soutenir le travail des services des douanes dans ce domaine, ainsi que l'assistance technique dispensée aux fonctionnaires des douanes

directement impliqués dans la mise en œuvre au quotidien des règles d'origine.

Le dialogue constructif et ouvert qui s'est engagé entre le secteur privé et l'OMD se prolongera lors de la conférence qui se tiendra à l'OMD en juin 2008 au cours de laquelle les Administrations des douanes, les milieux commerciaux, les Organisations internationales et régionales, et d'autres acteurs du commerce international pourront en toute liberté exprimer leurs préoccupations, leurs attentes et de nouvelles idées, afin d'améliorer la gestion des règles d'origine.

Des programmes de formation à l'intention du secteur privé sont dispensés par l'OMD grâce à la participation active d'experts expérimentés en provenance des Administrations des douanes. La dernière formation qui a eu lieu en avril 2008 comptait des participants de 12 pays. Ces cours ont pour objectif d'arriver à une meilleure compréhension de la façon dont les règles d'origine doivent s'appliquer afin de faciliter le mouvement licite des marchandises et soutenir l'utilisation accrue de droits préférentiels par les entreprises. ●

**En savoir +**  
[www.wcoomd.org](http://www.wcoomd.org)

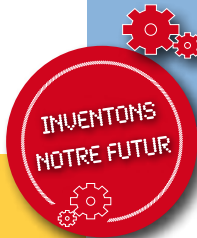


ORGANISATION MONDIALE DES DOUANES

FORUM MONDIAL DES DOUANES

## Quel avenir pour le 100% Scanning ?

Inscrivez-vous  
dès à présent!



### Lieu

Siège de l'OMD  
Bruxelles, Belgique

### Date

10-11 juin 2008

### Co-Présidents

#### Frédéric Carlier

Professeur à l'Université du Havre  
(CIRTAI) et chercheur associé  
à l'École de Management de  
Normandie

#### Michael Schmitz

Directeur du Contrôle et de la  
Facilitation, Organisation mondiale  
des douanes

→ Pour en savoir plus,  
rendez-vous sur  
<http://events.wcoomd.org>

## Une conférence de deux jours sur le futur du « 100% scanning » des conteneurs maritimes avant chargement

- Les participants prendront connaissance des efforts déployés par les acteurs de la chaîne logistique internationale face à la problématique du contrôle à 100% des conteneurs maritimes et des défis que cette mesure soulève.
- Ils auront la possibilité de débattre des problèmes auxquels seront confrontés milieux commerciaux, autorités portuaires et administrations douanières afin de satisfaire aux exigences de la loi instituant le 100 % scanning.
- Les informations recueillies durant ces sessions seront précieuses et permettront de mieux comprendre quelques-une des dynamiques qui affectent aujourd'hui l'environnement commercial international.

*...venez assister à ce Forum et faites entendre votre voix !*

Sponsor Platine

**COTECNA**

Sponsor Or

**smiths detection**  
bringing technology to life

Sponsors Argent



Sponsor Bronze



The GTA® is an easy access to:

- **71 custom sources or 98% of the world trade flow**
- **Monthly updates:** value, quantity and unit price
- All commodities available based on the maximum detailed level of the Harmonized System (8, 9 or 10 digits)
- **Unlimited access** in terms of users and connections
- Very **user Friendly** Internet based interface which can be customized
- Available in any currency and **7 languages:** Chinese, Japanese, Italian, French, Spanish, German and English
- All **subscriptions are customized** to fit your specific needs

GLOBAL TRADE  
INFORMATION  
SERVICES, INC.



GTIS Inc. presents the Global Trade Atlas (GTA®).

To access a free trial,  
please contact us at [wco@gtis.com](mailto:wco@gtis.com)  
Or call us: +41 22 879 04 50

# La librairie en ligne de l'OMD

Commandez l'ensemble des publications de l'OMD d'un simple clic en accédant au site de la nouvelle boutique en ligne :

<http://publications.wcoomd.org>



## Les + de la boutique

- Commandez les publications de l'OMD quel que soit le support (version papier, CD-ROM, PDF...)
- Payez en ligne par carte bancaire (transaction sécurisée) ou par virement bancaire

Consultez dès à présent notre boutique en ligne

<http://publications.wcoomd.org>

ou contactez le Service des publications :

Courriel : [publications@wcoomd.org](mailto:publications@wcoomd.org)

Téléphone : +32 2 209 95 02

Télécopie : +32 2 209 94 90

